République Française
Département de l'Hérault
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VALLÉE DE L'HÉRAULT

~~~~~~

DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE - Réunion du : lundi 19 mai 2025

~~~~~~

PRÉSERVATION DES RESSOURCES EN EAU DU CAPTAGE PRIORITAIRE DE LE POUGET APPROBATION DU PROGRAMME D'ACTIONS 2025-2030.

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault s'est réuni ce jour, lundi 19 mai 2025 à 18h00 en Salle du Conseil Communautaire, sous la présidence de Monsieur Jean-François SOTO, Président de la communauté de communes. La convocation a été adressée le 13 mai 2025.

Étaient présents ou représentés	M. Jean-François SOTO, M. Philippe SALASC, Mme Nicole MORERE, M. Ronny PONCE, M. Pierre AMALOU, M. Olivier SERVEL, Mme Christine DEBEAUCE, Mme Josette CUTANDA, M. Jean-Pierre PUGENS, M. Anthony GARCIA, Mme Béatrice FERNANDO, Mme Véronique NEIL, M. Pascal DELIEUZE, Mme Jocelyne KUZNIAK, M. David CABLAT, M. Jean-Pierre GABAUDAN, Mme Roxane MARC, M. Yannick VERNIERES, Mme Chantal DUMAS, M. Henry MARTINEZ, Mme Christine SANCHEZ, M. Yves GUIRAUD, Mme Monique GIBERT, Mme Marie-Françoise NACHEZ, M. José MARTINEZ, M. Jean-Marc ISURE, Mme Martine LABEUR, M. Philippe LASSALVY, M. Marcel CHRISTOL, M. Christian VILOING, M. Thibaut BARRAL, Mme Valérie BOUYSSOU, M. Claude CARCELLER, Mme Marie-Agnès SIBERTIN-BLANC, Mme Martine BONNET, M. Jean-Luc DARMANIN, M. Jean-Pierre BERTOLINI, Mme Florence QUINONERO, M. Daniel JAUDON - M. Jean-Louis RANDON suppléant de M. Bernard GOUZIN, M. Pascal THEVENIAUD suppléant de M. Gregory BRO, M. Bernard CAUMEIL suppléant de M. Daniel REQUIRAND.
Procurations	M. Jean-Claude CROS à M. Claude CARCELLER, M. Robert SIEGEL à Mme Véronique NEIL, Mme Marie-Hélène SANCHEZ à M. Olivier SERVEL.
Absents	M. Xavier PEYRAUD, M. Nicolas ROUSSARD, M. Laurent ILLUMINATI.

Quorum : *25* Secrétaire de séance : *Daniel JAUDON*	Présents : 42	Votants : 45	Pour : 45 Contre : 0 Abstention : 0 Ne prend pas part : 0

Agissant conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales et en particulier ses articles L 5214-1 et suivants et L 5211-6 alinéa 1.
Agissant conformément aux dispositions de son règlement intérieur.
VU la loi 2006/1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) ;
VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L5214-16-1 ;
VU le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux Rhône-Méditerranée (SDAGERM) 2016-2021 approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin le 21 décembre 2015 ;
VU l'arrêté préfectoral n°DDTM34-2016-07-07555 portant délimitation de l'aire d'alimentation du captage de l'Aumède sur la commune de Le Pouget ;
VU l'arrêté préfectoral n°2023-10-DRCL-0518 du 10 octobre 2023 fixant les derniers statuts en vigueur de la communauté de communes, en particulier sa compétence « Eau » ;
VU l'avis favorable à l'unanimité du Conseil d'exploitation en date du 10 avril 2025 ;

CONSIDERANT que le service des Eaux de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault est maître d'ouvrage du puits de l'Aumède situé sur la commune de Le Pouget,
CONSIDERANT que le puits alimente actuellement les abonnés de cette seule commune,
CONSIDERANT qu'il a été classé en 2009 dans la liste des « captages prioritaires du Grenelle de l'environnement » avec un objectif à court terme de reconquête de la qualité des eaux. Cette démarche se décline dans le cadre du dispositif Zone Soumise à Contraintes Environnementales (ZSCE),
CONSIDERANT qu'il a fait l'objet d'une étude « captage prioritaire » en vue de la délimitation de l'aire d'alimentation suite à des dépassements ponctuels de qualité vis-à-vis des paramètres pesticides,
CONSIDERANT que l'étude conclut sur une alimentation mixte par les alluvions du fleuve Hérault et le versant amont, et une vulnérabilité intrinsèque modérée,
CONSIDERANT que l'aire d'alimentation du captage et sa zone de protection se superposent sur une surface de plus de 300 ha autour des captages de l'Hérault vers les coteaux,
CONSIDERANT qu'un premier programme d'actions de préservation de la ressource a été engagé en 2015 sur l'intégralité de l'aire d'alimentation du captage,

CONSIDERANT que le comité de pilotage a validé en avril 2023 le bilan de ce premier programme d'actions mettant l'accent sur l'amélioration de la qualité des eaux et la nécessité de maintenir la démarche,
CONSIDERANT que le comité de pilotage a validé en décembre 2024 le nouveau programme d'actions 2025-2030,
CONSIDERANT que ce programme prévoit entre autres, l'aménagement des parcelles acquises autour des forages, le maintien des missions d'animation et d'accompagnement des agriculteurs en vue de réduire la pression phytosanitaire sur les eaux ou encore l'étude d'aménagement de dispositifs épuratoires ; le dimensionnement du poste d'animation/coordination prévoyant de mobiliser en moyenne 84 jours/an,
CONSIDERANT que le budget prévisionnel du projet est estimé à 580 000 € HT, aides de l'agence de l'eau non inclues, sur une période de 6 ans,

Le Conseil communautaire de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault,
APRES EN AVOIR DELIBERE,
Le quorum étant atteint

DÉCIDE

à l'unanimité des suffrages exprimés,

- d'approuver le rapport d'évaluation du précédent programme d'actions,
- d'approuver le programme prévisionnel d'actions du captage prioritaire du Pouget 2025-2030,
- d'approuver en conséquence le plan de financement prévisionnel,
- de solliciter les demandes de subvention auprès de l'Agence de l'Eau,
- d'autoriser le Président à modifier, si besoin et sans augmentation substantielle de la dépense inscrite au budget annexe de l'eau, le plan de financement présenté et le programme prévisionnel d'actions,
- d'autoriser le Président à accomplir l'ensemble des formalités afférentes à la bonne exécution de ce dossier.

Transmission au Représentant de l'État N° 3806
Publication le 20/05/2025
DÉLIBÉRATION CERTIFIÉE EXÉCUTOIRE
Gignac, le 20/05/2025
Identifiant de l'acte : 034-243400694-20250519-21354-DE-1-1
Auteur de l'acte : Jean-François SOTO, Président de la Communauté de communes Vallée de l'Hérault

Le Président de la communauté de communes



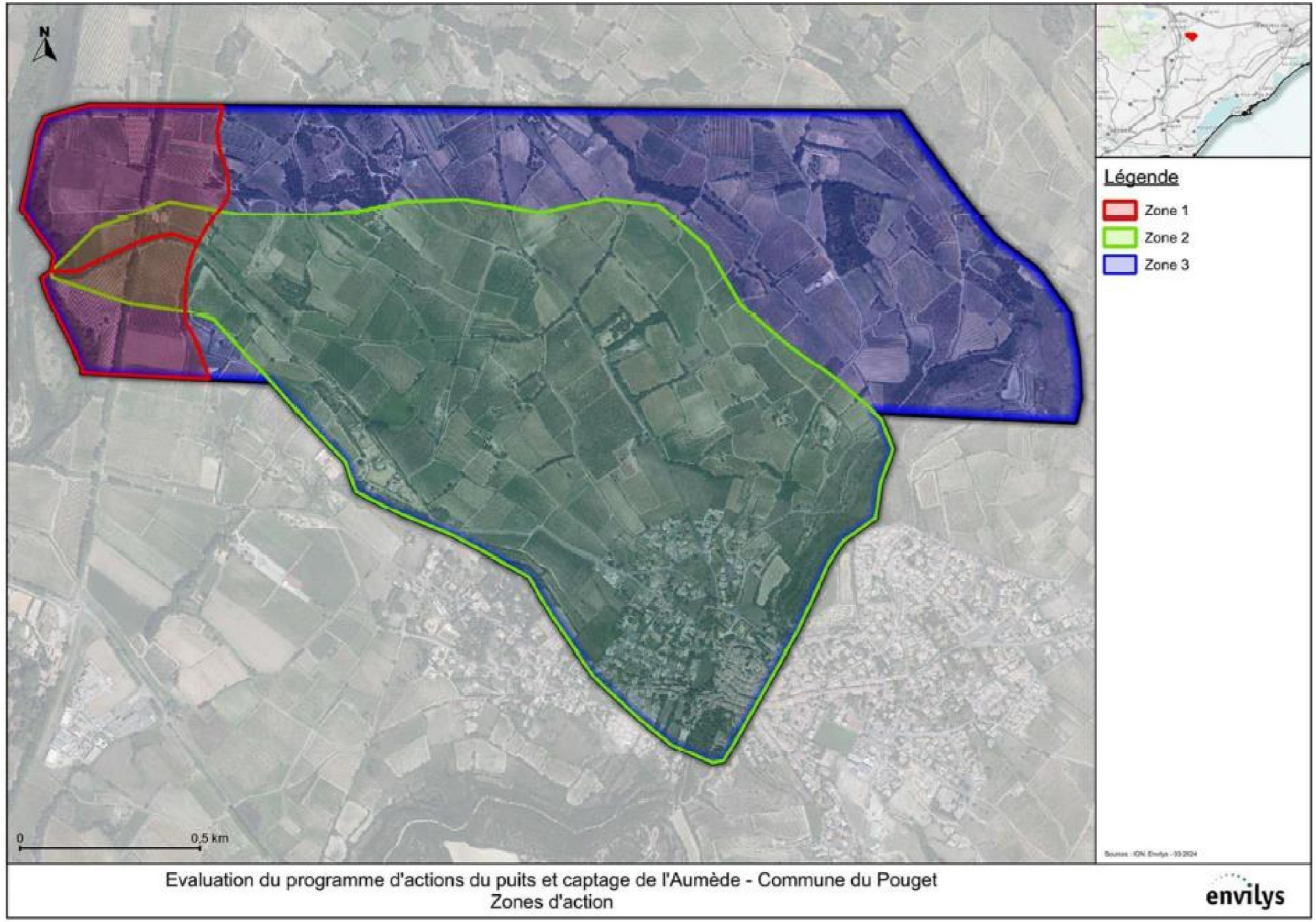
Jean-François SOTO

Secrétaire de séance



Daniel JAUDON

Le programme d'actions de préservation des ressources en eau du captage prioritaire du Pouget a été mise en œuvre de 2015 à 2024 suite à des contaminations récurrentes par des pesticides. Suite à l'évaluation du programme d'action réalisée par la société Envilys et validée par le comité de pilotage en avril 2023, ce dernier a jugé nécessaire d'élaborer un nouveau programme d'action pour la période 2025-2030 afin de conforter la reconquête de la qualité des eaux. Ce programme validé par le comité de pilotage en décembre 2024 est estimé à 580 000€. L'une des actions phare sera l'aménagement des parcelles acquises par la CCVH autour des captages afin de concilier agriculture et préservation des ressources en eau.



Evaluation du programme d'actions du puits et captage de l'Aumède - Commune du Pouget
Zones d'action

envilys

N° action	Intitulé action	TOTAL ANIMATION en jours 2025/2030	TOTAL Coûts externes en €HT 2025/2030	TOTAL Coûts animation en €HT 2025/2030
1	Projet de valorisation agricole des parcelles acquises sur le PPR	45	10 000	108320 (/505 jours)
2	Aménagement du site et Suivi du respect de la DUP du captage	30	En attente du coût des travaux d'aménagement	
3	Acquisitions foncières complémentaires dans la Zone Prioritaire - Mise en œuvre du droit de préemption «Préservation de la Ressource en Eau »	40	236 406	
4	Contractualisation des pratiques agricoles dans la Zone Prioritaire (ORE, MAE, PSE)	15	transfert de coûts de l'action 3	
5	Accompagnement de l'agriculteur pour faire évoluer concrètement ses pratiques au travers d'une « boîte à outils"	192	98 200	
6	Supprimer les risques des pollutions ponctuelles par les produits phytosanitaires	10	15 000	
7	Aménagement de dispositifs tampons et épuratoires	15	25 000	
8	Suivi de la qualité de l'eau du captage	6	62 600	
9	Animation de la démarche, suivi et évaluation	152	25 000	
		505 jours	**580 526 € HT**	

VALLÉE DE L'HÉRAULT
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
Service des eaux

EVALUATION DU PROGRAMME D'ACTIONS
AAC DE L'AUMEDE (LE POUGET, 34)

NOTE DE SYNTHESE

agence de l'eau
RHÔNE MÉDITERRANÉE CORSE
établissement public de l'État

RAPPEL DU CONTEXTE

La commune du Pouget est alimentée en eau potable par le puits de l'Aumède, implanté dans la nappe alluviale du fleuve Hérault en rive gauche. Cet ouvrage a été affecté par des contaminations de produits phytosanitaires. Des dépassements des seuils de qualité de l'eau ont été constatés, notamment par un métabolite de l'atrazine (DEDIA).

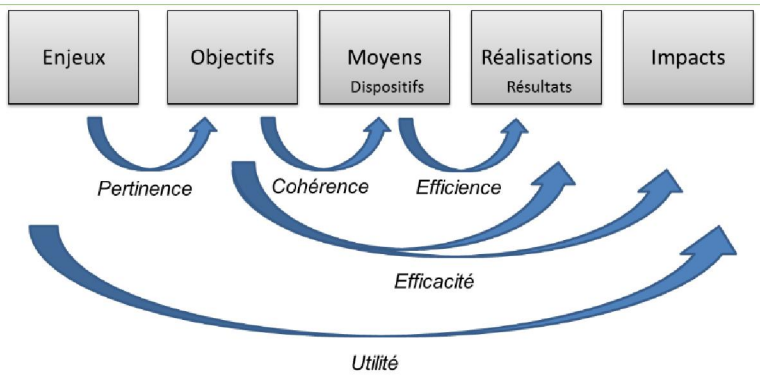
A ce titre, le captage a été défini comme « captage prioritaire Grenelle ». Après avoir déterminé l'Aire d'Alimentation du Captage (AAC) et sa vulnérabilité, un diagnostic de territoire a permis d'aboutir à un programme d'actions visant à réduire les pollutions phytosanitaires d'un point de vue agricole et non agricole. Ce programme d'actions a été dimensionné pour 5 ans à savoir sur la période 2015 à 2019. Depuis 2019, le programme d'actions a continué.

A son commencement la commune du Pouget a été maitre d'ouvrage puis la CCVH a récupéré la compétence en 2018. L'animation a été assurée successivement par plusieurs structures : Fédération IGP Hérault, Chambre d'Agriculture 34 et enfin le GEDAR (hébergement du poste).

DEMARCHE D'ELABORATION DU BILAN

- Bilan de la qualité des eaux du bassin versant
- Bilan des réalisations des actions
- Bilan d'évolution de la pression
- Jugement évaluatif

Référentiel standard d'évaluation des politiques publiques : ci-contre.



LE TERRITOIRE

EMPRISE DE L'AAC DE L'AUMEDE : 307,52 HA, DONT 33,28 HA EN ZONE PRIORITAIRE (ZP)

SELON LE RPG 2021, 83% DE LA SAU EN VIGNES, 10,5% EN CULTURES DIVERSES, 2,5% EN FOURRAGES.

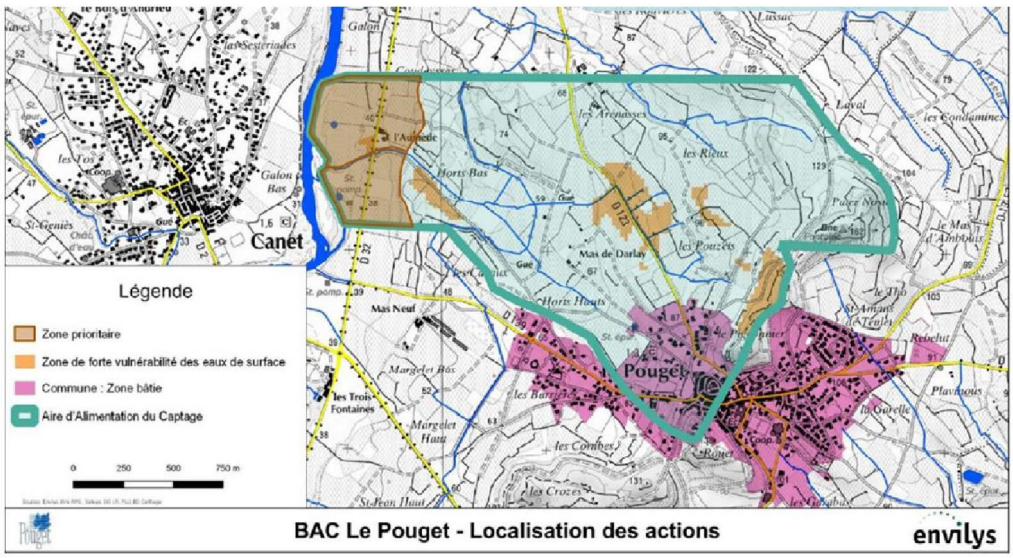
ENVIRON 65 VITICULTEURS SUR L'AAC POUR 160 HA DE VIGNE

CAVES COOPERATIVES :

SAINT BAUZILLE DE LA SYLVE : MOINS DE 10 HA POUR 2-3 ADHERENTS

CLOCHERS ET TERROIRS : 3 HA POUR 1 ADHERENT

LES 3 GRAPPES : 150 HA POUR 61 ADHERENTS



RESULTATS SUR LA QUALITE DE L'EAU

Objectif	Atteinte	Tendance
Objectif phyto 1 : **Maintenir une concentration inférieure aux limites de qualité 0,1 µg/L par molécule pesticide**	😐	→ Pic d'Atrazine déisopropyl déséthyl, de Métalaxyl, de Prothioconazole et d'Oxadixyl
Objectif phyto 2 : **Maintenir une concentration inférieure à 0,5 µg/L pour la somme des concentrations des substances actives pour les molécules détectées actuellement et y compris pour de nouvelles molécules**	☺	→ Aucun dépassement malgré une augmentation du nombre de molécules recherchées
Objectif phyto 3 : **Pas de détection de nouvelles molécules**	😐	→ Nouvelles molécules quantifiées métalaxyl, Oxadixyl (qui dépasse 0.1 µg/L en Aout 2021), diméthomorphe, Aminotriazole
Objectif bactériologique : **Pas de non-conformité**	☺	↗ Aucun dépassement depuis 2015

Nb de non atteinte de l'objectif 1

DETAILS DES 15 MOLECULES QUANTIFIEES :

Molécule	Famille	Usage	Retirée	Nb de recherche	Nb de quantif.	Taux de quantif	C° max (µg/L)	Nb dépass 0.1µg/L	1ere année quantif**	Dernière année quantif**
Atrazine déisopropyl déséthyl	Métabolites H	Vigne, GC, arbo	2003	32	18	56%	0.15	7	2015	2022
Métalaxyl	Fongicides	Vigne	2003	33	4	12%	0.101	1	2015	2016
Oxadixyl	Fongicides	Vigne, maraichage	2003	33	1	3%	0.28	1	2021	2021
Simazine	Herbicides	Vigne, GC, arbo	2003	33	29	88%	0.02	0	2015	2022
Terbuthylazine désethyl	Métabolites H	Vigne	2004	33	25	76%	0.02	0	2015	2022
Terbuthylazine hydroxy	Métabolites H	Vigne	2004	33	9	27%	0.03	0	2015	2017
2,6-Dichlorobenzamide	Métabolites H	Agri et non agri	2009	33	4	12%	0.02	0	2015	2018
Terbumeton désethyl	Métabolites H	Vigne	1998	33	2	6%	0.02	0	2016	2017
Atrazine déisopropyl	Métabolites	Vigne, GC, arbo	2003	33	2	6%	0.01	0	2018	2019
Anthraquinone	Répulsifs TS	GC	2010	33	2	6%	0.007	0	2015	2021
Aminotriazole	Herbicides	Vigne	2017	24	1	4%	0.079	0	2021	2021
Prothioconazole	Fongicides	GC		31	1	3%	0.14	1	2015	2015
Diméthomorphe	Fongicides	Vigne		33	11	33%	0.046	0	2015	2019
Boscalid	Fongicides	GC, Vigne		30	1	3%	0.02	0	2017	2017
Métaldéhyde	Molluscicides	GC		31	1	3%	0.023	0	2018	2018

Orange = retiré
Vert = autorisé

Remarque : Le Métalaxyl a été retiré, or elle a été re-homologuée sous le nom de Méfénoxam (qui contient du Métalaxyl-M).

A retenir !

Des objectifs qualités de l'eau pas complètements atteints → Une pression pesticide toujours prégnante sur cette ressource.

BILAN DES REALISATIONS DU PROGRAMME D'ACTIONS 2017-2022

15 actions avaient été définies initialement :

→ 9 pour le volet agricole
→ 4 pour le volet communal
→ 2 pour de la coordination

Les actions se sont poursuivies sur la **période 2020-2022**, certains objectifs ont été atteints a posteriori (par exemple, la mise en place d'un point de remplissage communal, qui a été finalisée en 2020).

Bilan des réalisations

Volet agricole	Volet communal	Coordination
Conseil environnemental individuel (1 à 9 exploitants/an)	Plan de désherbage (PAPPH 2018)	Suivi qualité de l'eau (suivi classique)
Communication	Veille foncière (suivi DIA)	Coordination (0,5 ETP/an)
Démonstration/Journées techniques (18 interventions en 5 ans)	Animation foncière	
Groupe de travail désherbage (8 à 12 rencontres/an)	Acquisitions foncières (5,5 ha)	
PVE/PCAE (30 dossiers)		
MAEC (2,6% de la ZP et 12% de l'AAC)		
Mise en place d'un GDON (2022 GDON Rouvière)		
Mise en place d'un cahier des charges spécifique (bio ou autre) à la cave coopérative		
Mise aux normes du point de remplissage communal		

Réalisé
Partiellement réalisé
Non réalisé

EVOLUTION DES PRATIQUES DEPUIS 2015

AGRICOLE (Données analysées sur 77ha de l'AAC soit 50% de la superficie) *:*

- **Une nette baisse des IFT Herbicide** pour les engagements MAE (passage de 1,75 à 0,79) et des valeurs proches de la réf régionale (0,498) pour des exploitants non engagés
- **Une disparition présumée du désherbage en plein** appuyé par un volet réglementaire
- **Un besoin de développer les pratiques tel que le 0 phyto et l'enherbement**

NON AGRICOLE

- **Commune du Pouget** en 0 phyto (2015 : emploi de 60 à 80 L/an de glyphosate par le SIVOM pour entretien)
- **Particuliers** : Loi Labbé du 1er janvier 2019 qui interdit l'usage des produits phytosanitaires
- **Infrastructures routières** : Depuis le diagnostic initial entretien en 0 phyto

BILAN FINANCIER DU CONTRAT 2017-2021

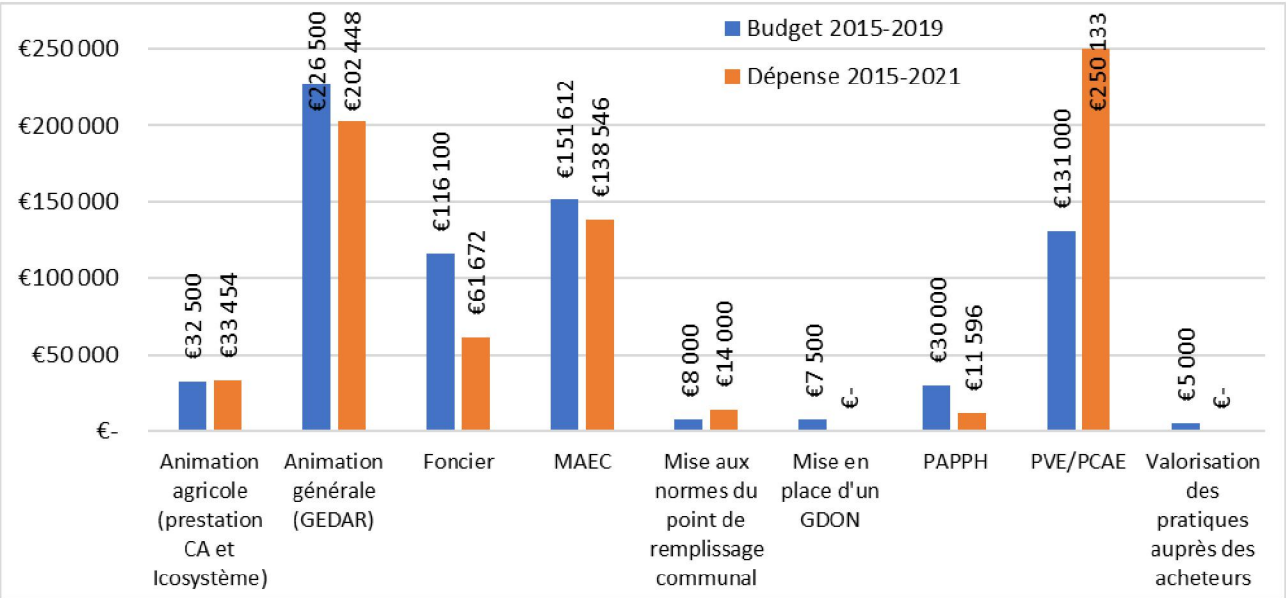
Prévisionnel à **708 212€** pour la période 2015-2019.
Les dépenses sur 2015-2021 ont été de **711 849 €, soit 101% du budget consommé.**

Volet	Part du budget consommé
Animation agricole (prestation CA et Icosystème)	103%
Animation générale	89%
Foncier	53%
MAEC	91%
Mise aux normes du point de remplissage communal	175%
Mise en place d'un GDON	**0%**
PAPPH	39%
PVE/PCAE	**191%**
Valorisation des pratiques auprès des acheteurs	0%
Total général	**101%**

➔ **Pas de dépense associée à la mise en place d'un GDON** (uniquement du temps d'animation) ou à la valorisation des pratiques auprès des acheteurs (pas de réalisation).

➔ En revanche, des **dépenses plus importantes sur le volet aides** (PVE/PCAE) : 191% de ratio et **mise aux normes du point de remplissage communal** (175%)

➔ **Equilibré avec des dépenses moindres** sur le foncier notamment (53%) et le plan de désherbage (39%)



JUGEMENT EVALUATIF

Les éléments de cette partie sont issus soit des enquêtes socio-économiques réalisées, soit des avis provenant du bureau d'étude Envilys suite à l'évaluation du programme d'actions

Pertinence du Contrat Territorial

Rapport entre les enjeux du territoire (problématiques) et les objectifs visés



- ✓ Programme d'actions bâti sur le bon diagnostic : enjeu phytosanitaire
- ✓ Objectifs stratégiques en adéquation face aux problématiques : limiter les pollutions d'origine agricole, non agricole, coordination de la démarche
- ✓ Objectifs opérationnels larges et avec des objectifs chiffrés (0% de désherbage en plein, 5 ha d'acquisition foncière…)

Points d'amélioration pour le prochain programme d'actions :

- Stratégie établie il y a 10 ans **et jamais révisée**
- **Des objectifs visant un travail sur l'assainissement** (pas un enjeu)

Cohérence du Contrat Territorial

Rapport entre les moyens mobilisés et les objectifs visés



- ✓ Programme cohérent avec autres programmes et réglementations existantes (Loi Labbé, 16.7, Biodiv&Eau…)
- ✓ Actions adaptées aux objectifs : MAEc/MAEt, PVE/PCAE, journées techniques, plan de désherbage, animation, groupe technique
- ✓ Une volonté de stratégie foncière
- ✓ Bonne interaction avec les partenaires et appui notamment sur la CA34

Points d'amélioration pour le prochain programme d'actions :

- Lors de l'écriture manque de sollicitation d'acteurs non agricoles tels que département (entretien des routes)
- Manque : Une action de suivi des indicateurs : base de données cartographique partagée entre acteurs

Efficacité du Contrat Territorial

Rapport entre les objectifs visés et les résultats et impacts obtenus



- ✓ Un bon taux de réalisation des actions
- ✓ Des évolutions de pratiques notables en termes de pratiques de désherbage
- ✓ IFT herbicide en baisse, disparition présumée du désherbage en plein
- ✓ Une stratégie foncière qui porte ses fruits et à poursuivre

Points d'amélioration pour le prochain programme d'actions :

- Des évolutions liées également à un contexte économique : demande des acheteurs. Besoin de plus de lien entre stratégie économique des caves et programmes d'actions
- Difficulté à mobiliser certains acteurs économiques
- Fonctionnement point de remplissage communal non optimal
- Un manque de communication qui s'est fait ressentir
- Manque de sensibilisation des particuliers
- Un travail sur les zones tampons peu initié

ETUDE SUR LE BASSIN D'ALIMENTATION DU PUITS ET DU FORAGE DE L'AUMEDE SUR LA COMMUNE DE LE POUGET (34)



PROPOSITION DE LA STRATEGIE ET DES ACTIONS POUR LE PROGRAMME D'ACTIONS 2025-2030

Rédaction	Version	Date
Alexandre DURAND Laurent BOUCHET	Version définitive suite au COPIL de validation du 05/12/2024	4/02/2025

170 bd du chapitre 34750 Villeneuve les Maguelone Tél. : 04 99 92 24 50
equipe@envilys.com - www.envilys.com
SIRET : 480 400 696 00021

Table des matières

INTRODUCTION 3

I. **LE CADRE CONTEXTUEL DU FUTUR PLAN D'ACTION** 4

I.1 UN CAPTAGE DEGRADE SUR LE PARAMETRE "PESTICIDES" 4
I.2 UNE RESSOURCE AVEC UNE INERTIE IMPORTANTE 8
I.3 LE BILAN DES REALISATIONS A L'ISSUE DU PREMIER PROGRAMME D'ACTION 8
I.4 DESCRIPTION DU TERRITOIRE ET DES ENJEUX 9
I.4.1 L'occupation du sol 9
I.4.2 Les risques de pollution par les pesticides 11
I.4.3 Les risques de pollution par les nitrates 11

II. **LE NOUVEAU PLAN D'ACTION** 12

II.1 DES AMBITIONS FORTES INDISPENSABLES 12
II.1.1 La stratégie d'action à adopter : opter pour une approche interventionniste plutôt que réglementaire ou volontaire 12
II.2 PRIORISATION GEOGRAPHIQUE DES ACTIONS 14
II.3 L'ARCHITECTURE DU PLAN D'ACTION 15
II.3.1 Principe méthodologique 15
II.3.2 Les enjeux du plan d'actions 16
II.3.3 Les objectifs stratégiques 16
II.4 DESCRIPTION DES ACTIONS 17
II.5 LES FICHES ACTIONS : 20

INTRODUCTION

La qualité de l'eau est un enjeu majeur pour la santé comme pour l'économie. Que ce soit au niveau mondial ou européen, le risque que fait peser la dégradation de la qualité de l'eau sur la santé publique, ainsi que les dommages causés à l'environnement ont conduit à mettre en place des réseaux de surveillance, des programmes et des législations de plus en plus complets.

La commune du Pouget est alimentée en eau potable par le puits de l'Aumède, implanté dans la nappe alluviale du fleuve Hérault en rive gauche. Cet ouvrage a été affecté de contaminations bactériologiques chroniques et il présente des traces de produits phytosanitaires. La commune dispose également d'un nouveau captage pas encore exploité, le forage de l'Aumède, issu d'une recherche d'eau entreprise en 2007 par le Conseil Général de l'Hérault. Son implantation a également été réalisée dans les alluvions de l'Hérault, rive gauche, en amont de la confluence avec le ruisseau de l'Aumède. Les analyses réalisées sur cet ouvrage ont également décelé des traces de pesticides. À ce titre, les deux captages ont été classés dans la liste des captages prioritaires « Grenelle».

L'aire d'alimentation des captages a été délimitée par arrêté préfectoral en juillet 2016. Elle se superpose à la zone de protection des captages pour une surface de 307,52 ha. Une Zone Prioritaire de 33 ha a été définie à proximité des captages. L'occupation du sol est essentiellement marquée par la présence de vignes.
Le programme d'actions de reconquête de la qualité de l'eau a été mis en place de 2015 à 2021 à l'échelle de la commune du Pouget élargie au projet agro-environnemental de l'IGP Vicomté d'Aumelas. L'animation du programme a été assurée successivement par le syndicat IGP Hérault (2015-2016), la Chambre d'Agriculture de l'Hérault (2016-2019) puis le GEDAR Performance Emploi (depuis 2020). La coordination du programme est assurée par la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault (CCVH), depuis le transfert des compétences « eau et assainissement » en 2018 de la commune du Pouget à la CCVH.

La CCVH a réalisé l'Évaluation du programme d'actions 2015-2021 mis en œuvre sur le bassin d'alimentation du puits et du forage de l'Aumède. Ce bilan évaluatif a été validé par le comité de pilotage le 12 avril 2023. Il a également été décidé de poursuivre la démarche en élaborant un nouveau programme d'actions.

L'objectif est de valider un nouveau programme d'actions sous la forme de fiches actions et d'indicateurs et de définir son plan de financement. La présente étude est réalisée par le bureau d'étude Envilys, sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes Vallée de l'Hérault (CCVH).

I. LE CADRE CONTEXTUEL DU FUTUR PLAN D'ACTION

I.1 Un captage dégradé sur le paramètre "pesticides"

Au niveau du puits de l'Aumède, les données de suivi disponibles dans la base de données ADES recensent 36 analyses effectuées entre 2015 et 2023 (dont 4 en 2022 et 2 en 2023). Le nombre de molécules recherchées a évolué de 392 en 2015 à 600 en 2021.

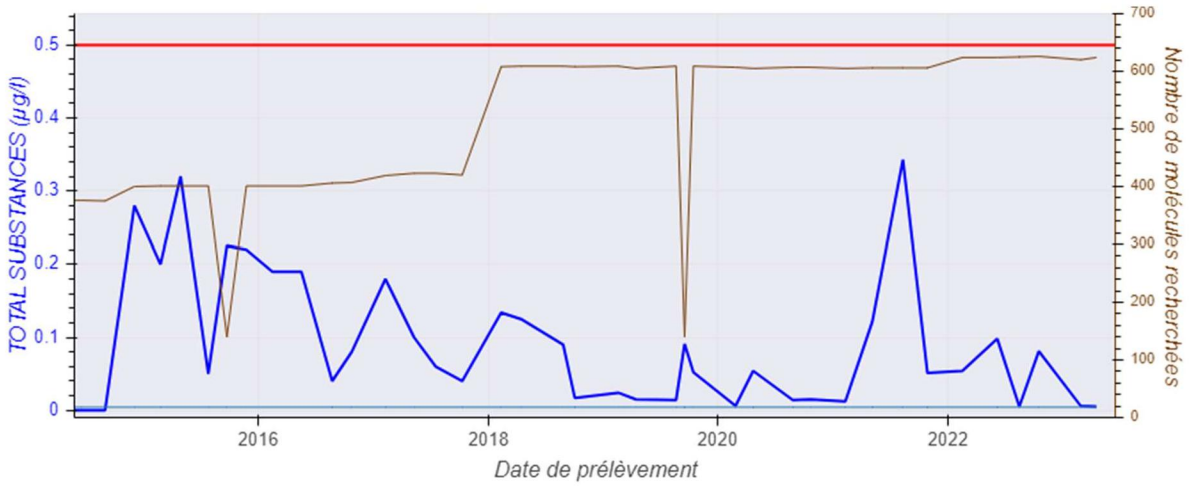


Figure 1: Suivi phytosanitaire sur le puits de l'Aumède entre 2015 et 2023 (source Captages prioritaires SDAGE 2022-2027 du bassin Rhône Méditerranée, Valorisation des données eau brute nitrates et pesticides ; https://qualite-eau.eaurmc.fr/rapports/captages-prioritaires/index.html)

Il n'y a pas eu de dépassement du seuil de 0,5 µg/l sur la période 2015/2023. Le détail des concentrations par molécules est présenté dans le tableau et le graphique suivant :

Molécule	Famille	Nb de quantif.*	Nb de recherche	Taux de quantif.	C° max (µg/l)	Nb dépass^{t} 0.1µg/l	1ere année quantif.*	Dernière année quantif.**
Simazine	Herbicides	32	36	89%	0.02	0	2015	2023
Terbuthylazine désethyl	Métabolites	26	36	72%	0.02	0	2015	2022
Atrazine déisopropyl déséthyl	Métabolites	18	36	50%	0.15	7	2015	2022
Diméthomorphe	Fongicides	11	36	31%	0.046	0	2015	2019
Terbuthylazine hydroxy	Métabolites	9	36	25%	0.03	0	2015	2017
Métalaxyl	Fongicides	4	36	11%	0.101	1	2015	2016
2,6-Dichlorobenzamide	Métabolites	4	36	11%	0.02	0	2015	2018
Aminotriazole	Herbicides	2	26	8%	0.079	0	2021	2022
Anthraquinone	Répulsifs	2	36	6%	0.007	0	2015	2021
Atrazine déisopropyl	Métabolites	2	36	6%	0.01	0	2018	2019
Terbumeton désethyl	Métabolites	2	36	6%	0.02	0	2016	2017
Biphényle	Fongicides	1	22	5%	0.007	0	2022	2022
Prothioconazole	Fongicides	1	34	3%	0.14	1	2015	2015
Boscalid	Fongicides	1	34	3%	0.02	0	2017	2017
Métaldéhyde	Molluscicides	1	34	3%	0.023	0	2018	2018
Oxadixyl	Fongicides	1	36	3%	0.28	1	2021	2021

* Nb de quantification : nombre d'analyse avec un résultat de mesure associé à un code remarque 1
** 1ère et dernière année de quantification : ces dates sont analysées ici par rapport au début du programme d'action jusqu'à aujourd'hui soit entre 2015 et Avril 2023
Orange = molécule ou molécule mère retirée
Vert = molécule autorisée
*Remarque : Le Métalaxyl a été retiré; or cette molécule a été re-homologuée sous le nom de Méfénoxam (qui contient du Métalaxyl-M – un fongicide anti-mildiou homologué sur la vigne). Les laboratoires ne peuvent toutefois pas faire de distinction entre Métalaxyl et Métalaxyl-M.

Sur la période, 16 molécules ont été quantifiées au moins une fois, dont 4 avec des dépassements du seuil de 0,1 µg/l.

Ainsi seulement **4 substances correspondent à des molécules disposant d'une autorisation de mise sur le marché, il s'agit de 3 fongicides homologués en vigne[1] et céréales et 1 anti-limaces. La simazine** (herbicide non autorisé depuis 2004) **est fréquemment quantifiée** dans les analyses, mais à des concentrations toujours inférieures à 0.02 µg/l.

La somme des concentrations pesticides au captage est inférieure à 0,5 µg/l sur la période. Les dépassements du seuil de 0,1 µg/l par molécule concernent essentiellement des substances qui ne sont aujourd'hui plus utilisées. De nouvelles molécules ont été quantifiées ponctuellement au cours de la période.

Les analyses menées entre 2015 et 2023 confirment l'absence d'enjeu spécifique sur le paramètre nitrates, avec des concentrations inférieures à 15 mg/l sur la période (limite de qualité à 50 mg/l).

[1] Diméthomorphe : fongicide CMR1 retiré le 28/05/2024 (ex : Folpec / Forum Top/ Enervin team)
Boscalide : fongicide CMR2 homologué sur vigne et céréales

Remarque : en complément des données exploitées précédemment, l'ARS nous a fait part en avril 2024 de la mise en évidence, lors d'une analyse sur le réseau de distribution, de **chlorothalonil R471811 à une teneur de 0,171 µg/l**. L'analyse a été réalisée lors de la mise en service de l'interconnexion Le Pouget - Saint Bauzille de la Sylve - Popian. Cette molécule est recherchée dans le cadre du contrôle sanitaire réglementaire de l'Hérault seulement depuis l'été 2023. Il s'agit d'un métabolite du chlorothalonil, fongicide qui était utilisé sur céréales à paille et vigne jusqu'en 2019, date de son retrait du marché. À noter que la confirmation de cette analyse n'a pas validé cette présence (<0,02 µg/l).
Le chlorotalonil R471811 a été classé non pertinent par l'ANSES en date du 29 avril 2024. Sa limite de qualité est maintenant de 0,9 µg/l.

L'**oxadixyl**, dernière molécule à l'origine d'un dépassement, est un fongicide présent dans 22 spécialités commerciales toutes interdites aujourd'hui. Ce fongicide a eu de nombreux usages : cultures ornementales /traitement de sols, artichaut, laitue, vigne contre mildiou et blackrot (Pulsan M retrait 1994 / Sandofan retrait 2004 / Sirdate retrait 2003 / Synchro retrait 2000), betterave, carotte, pois (traitement de semence), choux, tomate, aubergine.

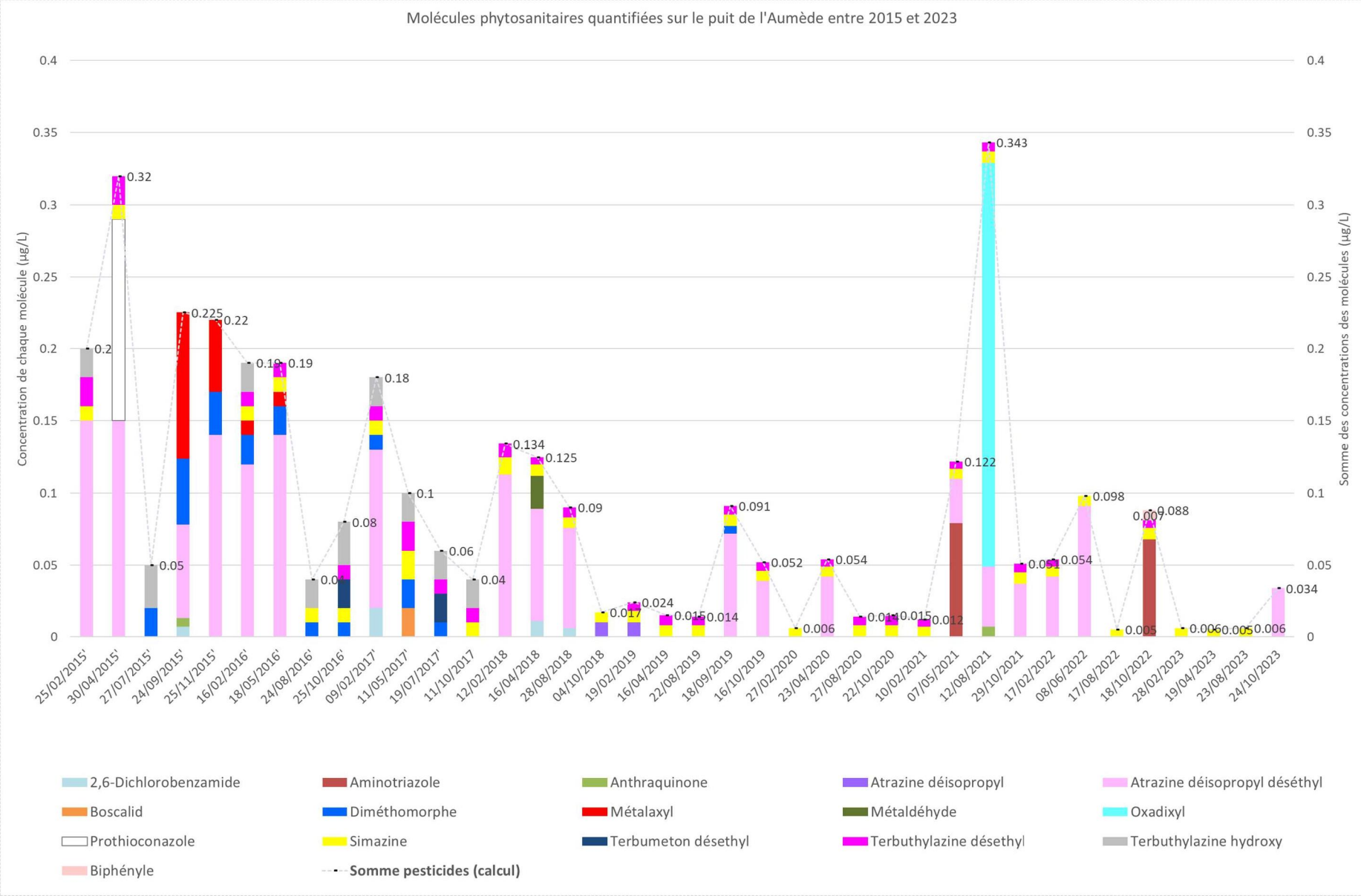


Figure 2: Molécules phytosanitaires quantifiées sur le puits de l'Aumède entre 2015 et 2023 et sommes des molécules quantifiées

I.2 Une ressource avec une inertie importante

La durée nécessaire pour la reconquête de la qualité de l'eau des captages prioritaires après la mise en place d'un programme d'actions peut être longue et dépend en particulier du temps de renouvellement des eaux dans la nappe.
L'AERMC a commandité une étude visant à estimer le temps de renouvellement moyen des portions de nappe alimentant les captages prioritaires en eaux souterraines contaminées par des nitrates et/ou pesticides (Antea Group 2018). Ce temps moyen de renouvellement est une donnée qui permet de mieux appréhender le fonctionnement de l'aquifère et **d'approcher le délai nécessaire pour obtenir les bénéfices des programmes d'actions engagés pour restaurer la qualité des eaux** (d'autres facteurs sont toutefois à considérer comme les interactions des polluants avec le sol et la zone non saturée entre autres).

D'après cette étude, pour le captage du puits de l'Aumède, le temps de résidence moyen des eaux est estimé en basses eaux entre 15 et 20 ans avec un bon indice de confiance.

I.3 Le bilan des réalisations à l'issue du premier programme d'action

Un bilan technique des actions réalisées entre 2015 et 2022 a été réalisé. Les principales réalisations sont :

- 18 démonstrations ou journées techniques entre 2015 et 2019, et 17 sur 2020-2022
- PAPPH en place depuis 2018
- Diagnostic foncier initié en 2018 avec des déclarations d'intention d'aliéner localisées sous SIG et mises à jour annuellement. Maintien de la veille foncière en 2020-2022
- Animation foncière : partenariat avec la SAFER et négociations pour des acquisitions en Zone Prioritaire
- Coordination du programme d'action par 0,5 UTH/an depuis 2015
- Mise en place d'un GDON en 2022
- Mise aux normes du point de remplissage communal en 2020
- Groupe de travail viticulture durable animé par la chambre d'agriculture 34 (8 à 12 réunions par an entre 2020 et 2022)
- Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles avec 30 dossiers sur 2015-2022

D'un point de vue financier, la mise en œuvre du plan d'action représente une dépense de 711 848 € sur la période 2015-2021, soit 101% du montant prévu.

Ce premier programme d'actions a initié une dynamique de territoire autour du changement de pratiques agricoles (IFT herbicide en baisse, travail sur l'enherbement des vignes en émergence, stratégie foncière avec acquisition de parcelles…).

D'une manière transversale, cela a aussi permis de mobiliser les agriculteurs et partenaires agricoles autour de la protection de la ressource. Néanmoins, des efforts de communication sont encore nécessaires pour diffuser des informations sur la démarche, notamment auprès des particuliers.

Les principaux résultats à l'issue de ce premier programme sont présentés dans le tableau suivant.

Objectif	Atteinte	Tendance
Objectif phyto 1 : **Maintenir une concentration inférieure aux limites de qualité 0,1 µg/L par molécule pesticide**	😐	→ Pic d'Atrazine déisopropyl déséthyl, de Métalaxyl, de Prothioconazole et d'Oxadixyl
Objectif phyto 2 : **Maintenir une concentration inférieure à 0,5 µg/L pour la somme des concentrations des substances actives pour les molécules détectées actuellement et y compris pour de nouvelles molécules**	☺	→ Aucun dépassement malgré une augmentation du nombre de molécules recherchées
Objectif phyto 3 : **Pas de détection de nouvelles molécules**	😐	→ Nouvelles molécules quantifiées métalaxyl, Oxadixyl (qui dépasse 0.1 µg/L en Aout 2021), diméthomorphe, Aminotriazole
Objectif bactériologique : **Pas de non-conformité**	☺	↗ Aucun dépassement depuis 2015

Ce premier plan d'action a donc permis de poser des bases solides et indispensables auprès des acteurs du territoire ; il a permis d'atteindre certains résultats concrets, mais a montré des limites. Le nouveau plan d'actions devra tenir compte des difficultés rencontrées tant au niveau du ciblage et de l'implication des acteurs que de la pérennité des évolutions engagées.

I.4 Description du territoire et des enjeux

I.4.1 L'occupation du sol

Une seule commune est concernée par la zone d'étude de 307,52 ha (AAC), il s'agit du Pouget. La superficie totale de la commune est de 1 393.5 ha, dont 307.2 ha compris dans l'AAC, soit 22.05 %. Concernant son centre urbain, une partie est également localisée dans l'AAC, elle représente 23 % de sa surface.

En comparant les données du Corine Land Cover 2012 et 2018, l'évolution de l'occupation générale du sol est inchangée :

Tableau 1 : Comparaison de l'évolution de l'occupation du sol générale sur l'AAC entre 2013 et 2018

(Sources : expertise hydrogéologique 2013 et CLC 2018)

Type d'occupation du sol	Sur l'AAC			
	Corine Land Cover 2012		Corine Land Cover 2018	
	ha AAC	*% AAC*	ha AAC	% ZP
Vignoble	220,8	71,9%	220,8	71,9%
Tissu urbain discontinu	22,5	7,3%	22,8	7,4%
Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants	61,8	20,1%	61,5	20,0%
Végétation sclérophylle	1,9	0,6%	1,9	0,6%
TOTAL	307,0	100%	307,0	100%
	Sur la Zone de Protection			
	Corine Land Cover 2012		Corine Land Cover 2018	
Type d'occupation du sol	**ha ZP**	**% ZP**	**ha ZP**	**% ZP**
Vignoble	33,1	99,6%	33,1	99,6%
Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants	0,1	0,4%	0,1	0,4%
TOTAL	33,3	100%	33,3	100%

La nature de la donnée du RPG, basée sur les déclarations PAC (et ne revêtant donc aucune forme d'obligation de déclaration) ne permet pas d'atteindre une quelconque exhaustivité des données. De plus, les déclarations PAC se sont peu à peu généralisées depuis 2012, mais ont mis plusieurs années à devenir la norme. De ce fait, les données ne sont pas comparables entre elles, car beaucoup d'exploitants ne déclaraient visiblement pas leurs cultures à la PAC. On constate tout de même que la vigne reste la production agricole majoritaire comme le démontre le tableau suivant :

Tableau 2 : Évolution de l'occupation du sol sur l'AAC entre 2015 et 2021 (Source : RPG)

Groupe de culture	Surface AAC (ha) 2015	% SAU AAC 2015	Surface AAC (ha) 2021	% SAU AAC 2021
Vignes et plantiers	91,33	79,8%	103,41	82,9%
Divers	7,61	6,6%	13,09	10,5%
Orge	5,32	4,6%		0,0%
Fourrage	3,34	2,9%	3,21	2,6%
Gel (surf. gelées sans production)	2,50	2,2%	2,79	2,2%
Prairies temporaires	1,57	1,4%	1,92	1,5%
Légumes-fleurs	1,07	0,9%		0,0%
Oliviers	0,84	0,7%	0,11	0,1%
Autres céréales	0,73	0,6%		0,0%
Vergers	0,20	0,2%	0,23	0,2%
Blé tendre		0,0%		0,0%
Légumineuses à grains		0,0%		0,0%
TOTAL (ha)	**114,51**	**100,0%**	**124,76**	**100,0%**

I.4.2 Les risques de pollution par les pesticides

Comme nous l'avons rappelé dans le premier chapitre, 16 molécules ont été quantifiées au moins une fois, dont 4 avec des dépassements du seuil de 0,1 µg/l entre 2015 et 2023.
Parmi ces substances, les herbicides sont les plus représentés, mais on y trouve également d'autres familles. Les substances détectées sont par ailleurs aussi bien des molécules mères que des métabolites et des produits retirés du marché que des produits autorisés.
Pour les produits qui ne sont plus utilisés aujourd'hui, il n'y a malheureusement quasiment aucun levier d'actions pour éviter de les retrouver vers les ressources en eaux souterraines (l'augmentation du taux de matière organique peut toutefois contribuer à favoriser la fixation et la rétention des molécules.) **En revanche, il est indispensable de limiter l'apparition de molécules actuellement utilisées et d'éviter tout dépassement de norme par ces substances.**

Pour cela la réglementation aide à atteindre ces objectifs grâce notamment à la loi Labbé qui interdit depuis 2017 les usages de pesticides dans les espaces publics et chez les particuliers et plus récemment, en 2022, tous les lieux privés à usage collectif ou accueillant du public.

En termes de volumes, l'agriculture reste bien évidemment le premier utilisateur de pesticides. Les principaux leviers identifiés concernent l'abandon du désherbage chimique, les aménagements parcellaires visant à limiter les transferts, ou encore la suppression du risque de pollution ponctuelle grâce à une aire de remplissage aux normes.

Les agriculteurs sont toutefois très sensibles à ces enjeux qui correspondent aux attentes sociétales des consommateurs. De plus, d'un point de vue agronomique, les agriculteurs portent un intérêt de plus en plus fort sur la vie et la préservation du sol. De nombreux éléments convergent donc vers le développement de démarches agro-environnementales et/ou de certifications environnementales.

I.4.3 Les risques de pollution par les nitrates

Les analyses menées entre 2015 et 2023 confirment l'absence d'enjeu spécifique sur le paramètre nitrates, avec des concentrations inférieures à 15 mg/l sur la période (limite de qualité à 50 mg/l).

II. LE NOUVEAU PLAN D'ACTION

II.1 Des ambitions fortes indispensables

Pour satisfaire l'objectif de distribuer une eau répondant aux normes de qualité, la question de privilégier une approche curative plutôt que des actions préventives peut légitimement se poser, notamment sur l'aspect économique. En revanche, sur les enjeux environnementaux et sociétaux, il ne peut être envisagé de laisser des ressources naturelles dans un état dégradé.

Pour comparer le coût d'une approche curative par rapport au préventif, l'Agence de l'Eau Seine Normandie a publié un rapport en 2011 basé sur l'analyse de 21 cas d'étude (*AESN. Le préventif coûte-t-il plus cher que le curatif ? Argumentaire économique en faveur de la protection des captages. EcoDécision. Juillet 2011*).

Il en ressort notamment que « **le coût du préventif est toujours inférieur à celui du curatif**, et ce, pour tous les cas étudiés. Le coût du curatif peut représenter jusqu'à 87 fois celui du préventif ! ».

Ce rapport qualifie par ailleurs la solution du curatif comme une solution non durable : « Lorsqu'un captage, dont la qualité des eaux s'est révélée mauvaise pour les nitrates et les pesticides, ne fait pas l'objet d'une démarche de protection, l'eau est tout simplement traitée, via une station de traitement ou mélangée à d'autres sources. Or, cette solution n'est pas durable :

- Les procédés de traitement ne traitent pas toutes les molécules (exemple de l'AMPA, métabolite du glyphosate) et les substances traitées ne sont pas totalement éliminées. Avec le temps apparaissent de nouveaux pesticides et métabolites des pesticides, ce qui remet en cause l'efficacité à long terme du traitement curatif et pose des questions d'« effet cocktail ».
- Si aucun effort n'est fait pour reconquérir ou protéger la ressource, la norme de potabilisation (100 mg/l pour les nitrates, 2 µg/l par pesticide et 5 µg/l pour l'ensemble des pesticides et métabolites) risque d'être dépassée à terme, le captage doit alors être abandonné et l'usine peut ne plus être utilisable. Le même risque pèse sur les ressources de substitution potentielles.
- Les pratiques responsables de la dégradation des eaux engendrent de plus des risques sanitaires, y compris par d'autres voies que l'eau de boisson. »

L'hypothèse d'envisager du curatif plutôt que des actions préventives n'a donc pas lieu d'être, pour des raisons autant économiques qu'environnementales et éthiques.

II.1.1 La stratégie d'action à adopter : opter pour une approche interventionniste plutôt que réglementaire ou volontaire

Au regard des enjeux énoncés précédemment, à savoir une ressource qui est encore aujourd'hui dégradée, la Communauté de Communes de la Vallée de l'Hérault se doit de s'engager dans un nouveau plan d'action de reconquête de la qualité de l'eau basé sur des actions préventives.

À l'échelle de la communauté de communes, le captage de l'Aumède est stratégique du point de vue de la production d'eau potable : en 2023 un raccordement a permis de soutenir la distribution d'eau potable des communes voisines de Saint-Bauzille-de-la-Sylve et de Popian.

La production d'une eau de qualité revêt donc des enjeux de souveraineté alimentaire et de santé publique en plus des enjeux économiques et environnementaux évoqués précédemment.

De plus, la collectivité mène des actions de reconquête de la qualité de l'eau depuis 2015 déjà ce qui a permis d'initier une dynamique collective autour de la thématique et d'atteindre des résultats très positifs sur certains aspects, mais globalement à poursuivre pour maintenir une eau de qualité.

Dans ce contexte, si la mise en place d'un nouveau plan d'action est indispensable, il reste donc la question des ambitions à lui donner.
3 approches sont envisageables : approche réglementaire, approche interventionniste et approche volontaire.

L'approche réglementaire avec la mise en œuvre d'un plan d'action rendue obligatoire par un arrêté préfectoral est possible.
À l'inverse, **l'approche volontaire** est basée en premier lieu sur une animation agricole qui laisse la possibilité aux agriculteurs qui le souhaitent de s'engager sur une action ou une autre. C'est la démarche qui a été privilégiée par la CCVH dans le cadre du premier programme et qui apparait comme limitée au regard des enjeux du territoire.
La collectivité souhaite donc s'orienter vers une approche plus **« interventionniste** », où le volontariat reste la base, mais des objectifs de résultats plus ambitieux seront fixés pour optimiser notamment les dépenses publiques. Les actions d'animation agricole qui ont été proposées jusque-là seront renforcées par la stratégie foncière de la CCVH.

II.2 Priorisation géographique des actions

À partir des données de l'étude de définition de l'aire d'alimentation du captage et de sa vulnérabilité, des zones d'actions prioritaires ont pu être déterminées.
L'approche proposée vise à conserver comme zones d'actions prioritaires la zone de priorité forte à proximité du captage (Zone1), le bassin versant de l'Aumède (Zone2) et la portion de nappe alimentant le captage (Zone3).

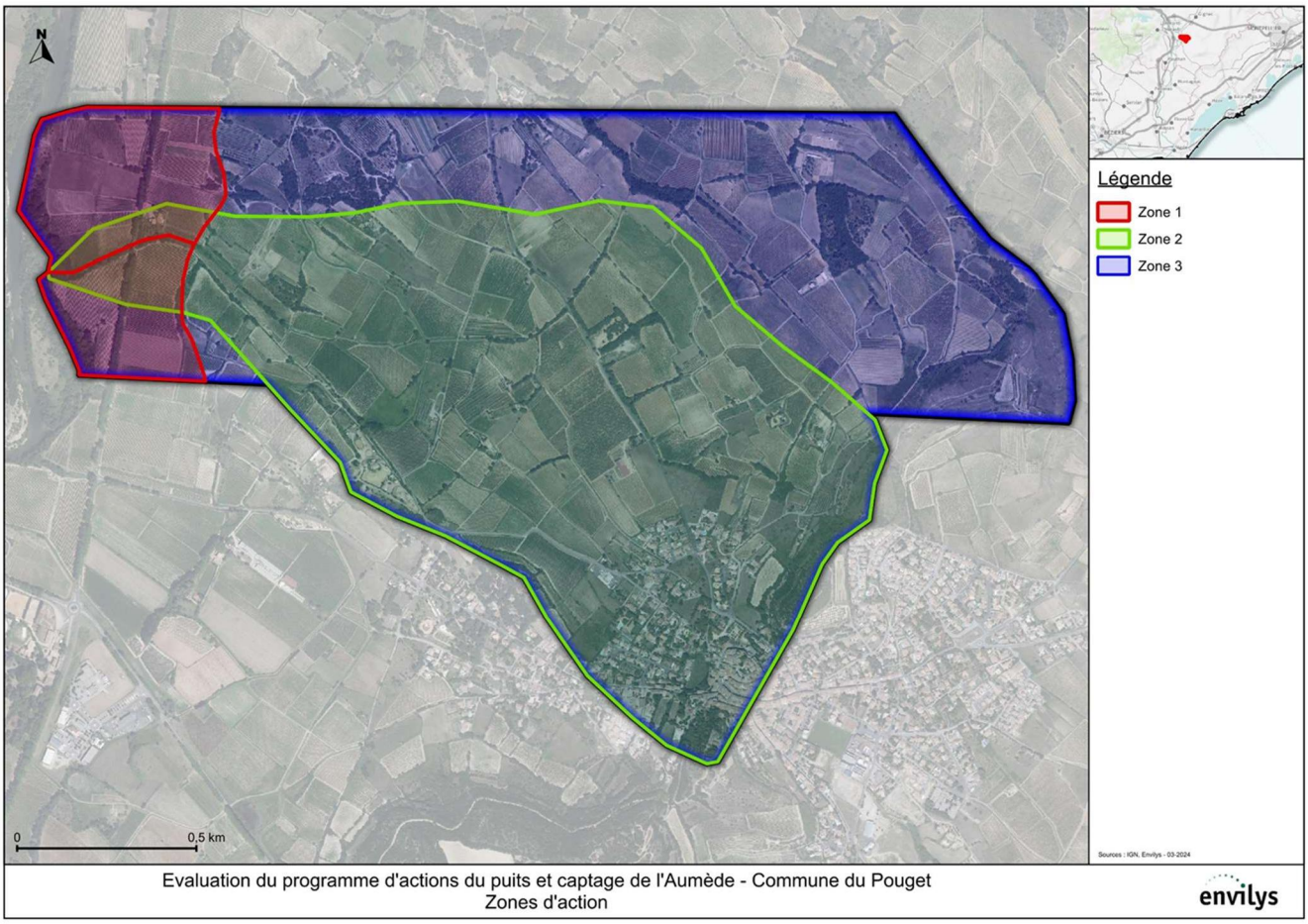


Figure 3 : Carte des zones d'actions prioritaires

Au total ces zones d'actions prioritaires couvrent une surface de 308 ha dont Zone 1 (Zone Prioritaire) = 33 ha, Zone 2 (Bassin Versant de l'Aumède) = 180 ha.

Au sein de la Zone 1 se trouve le Périmètre de Protection Rapprochée PPR proposé par l'hydrogéologue agréé M.Perrissol en juillet 2024 dans le cadre de la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine.

II.3 L'architecture du plan d'action

II.3.1 Principe méthodologique

L'élaboration du programme d'actions passe par la construction d'une logique d'intervention. Celle-ci sera basée sur les risques potentiels validés et jugés prioritaires dans le diagnostic. Le principe proposé pour l'élaboration est le suivant :

1. La définition des finalités et des ambitions : elles représentent les attentes sociétales et les attentes des gestionnaires des captages vis-à-vis de l'action d'amélioration.
2. Les leviers ou objectifs stratégiques : ils représentent la stratégie globale du programme. Ils définissent les impulsions dynamiques à donner à ce nouveau projet territorial.
3. Les objectifs opérationnels : ce sont les opérations à réaliser par le programme, des objectifs techniques. Ces objectifs opérationnels peuvent répondre à plusieurs objectifs stratégiques.
4. Les actions : il s'agit de recenser, hiérarchiser et sélectionner les actions pertinentes à mettre en œuvre permettant de répondre aux objectifs opérationnels (ex : conseil individuel, réunions techniques, MAEc, etc…).

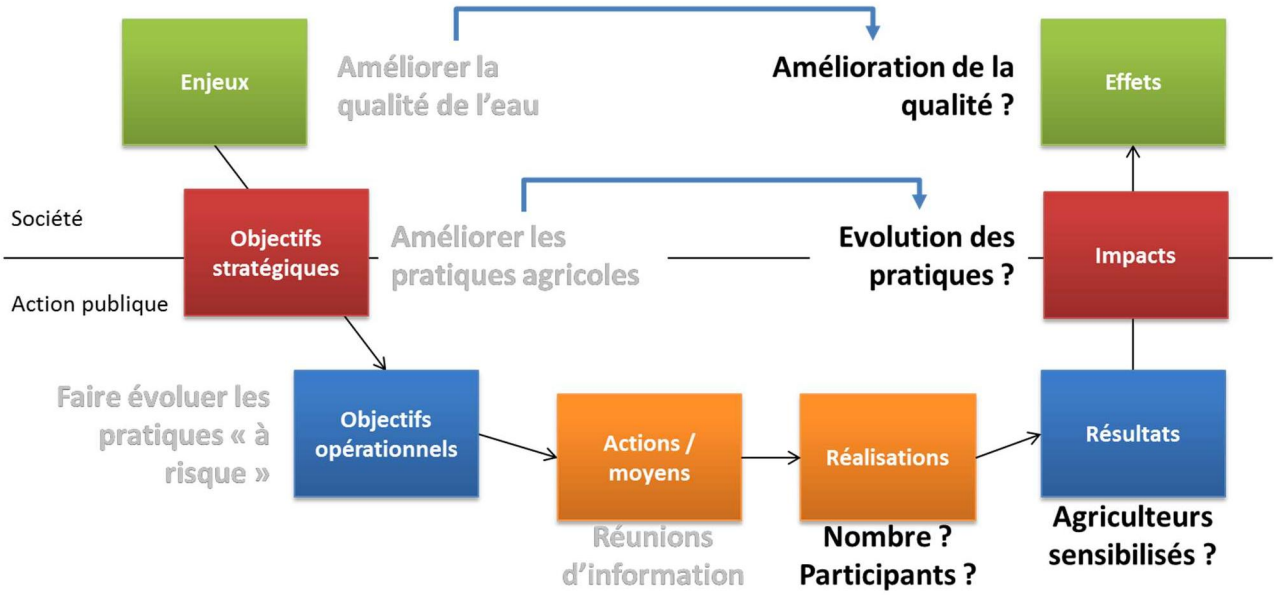


Figure 4 : Présentation d'un exemple de formalisation de la logique d'actions depuis les enjeux jusqu'aux effets.

Présenter le programme d'actions de cette manière est essentiel. Ce cadre présente l'avantage de clarifier les liens entre la stratégie développée et les actions mises en place. En outre, il permettra de réaliser une évaluation du projet qui sera mis en œuvre sur le terrain, dans le cadre des indicateurs de l'évaluation de politique publique.

II.3.2 Les enjeux du plan d'actions

L'enjeu du plan d'actions 2025-2030 est d'atteindre le bon état chimique du captage prioritaire sur les paramètres pesticides.

Les enjeux sont :

- **Maintenir une concentration inférieure à 0,1 µg/l par molécule phytosanitaire**

- **Maintenir une concentration inférieure à 0,5 µg/l pour le total des molécules phytosanitaires**

II.3.3 Les objectifs stratégiques

La stratégie d'action va être déclinée dans un programme d'actions **pour une durée de 6 ans.** Suite à ces 6 années de mise en œuvre, une évaluation permettra de reconduire ou de modifier le contenu du programme d'actions selon les résultats obtenus.

Les objectifs stratégiques vont définir les impulsions et dynamiques à donner. Ils ont ensuite été déclinés **en objectifs opérationnels** qui vont permettre de définir les réalisations à mettre en place.

Le plan d'action s'articulera autour de 3 objectifs stratégiques :

- **ÉVITER les activités polluantes au plus proche du captage** :

Il s'agit de limiter la présence d'activités à fort impact sur la ressource dans la Zone Prioritaire et le PPR avec des actions ambitieuses. Cela permet de maintenir une prévention sur le long terme, prévenir des risques futurs, et promouvoir et encourager fortement les pratiques agricoles durables sur cet espace qui reste sensible d'un point de vue de la protection de la ressource en eau.
Ces actions viseront à 1 objectif opérationnel : Zéro Phytosanitaire hors produits de biocontrôle et AB® dans la Zone Prioritaire.

- **RÉDUIRE l'impact des activités en place sur l'AAC** :

Il est également nécessaire d'envisager de travailler à l'échelle de l'AAC. Des actions seront aussi proposées aux agriculteurs de la Zone Prioritaire.
Cet objectif stratégique se décline en 2 objectifs opérationnels :

  - **Engager des contrats d'objectifs individuels avec les agriculteurs de l'AAC et en priorité de la ZP pour des évolutions concrètes des pratiques**
  - **Aménager le bassin versant de l'Aumède pour réduire le ruissellement**

- **PILOTER le programme pour une démarche efficace en vue d'une reconquête pérenne** :

La mise en œuvre du plan d'action, son suivi et son pilotage nécessitent notamment des moyens humains et analytiques.

Cet objectif stratégique se décline en 2 objectifs opérationnels :

  - **Suivre la qualité de l'eau (captage et fleuve Hérault)**
  - **Piloter, suivre et évaluer le programme d'actions**

Le tableau ci-après permet de présenter l'ensemble du plan d'action proposé pour atteindre les objectifs stratégiques et opérationnels. Il présente notamment les actions, les zonages et les priorités proposées.
Chaque action est détaillée dans une fiche action présentée en annexe.

Tableau 3 : Présentation de l'architecture du plan d'action 2025-2030

Objectifs stratégiques	Objectifs opérationnels	Actions	N° action	Zonage	Priorité
ÉVITER **les activités polluantes au plus proche des captages**	**« Zéro » Phytosanitaire hors produits de biocontrôle et AB® dans la Zone Prioritaire**	Projet de valorisation agricole des parcelles acquises sur le Périmètre de Protection Rapprochée par des productions à bas niveau d'impact	1	PPR	+++
		Aménagement du site et Suivi du respect de la DUP du captage	2	PPR + PPE	+++
		Acquisitions foncières complémentaires dans la Zone Prioritaire - Mise en œuvre du droit de préemption « Préservation de la Ressource en Eau »	3	ZP (Hors PPR)	+++
		Contractualisation des pratiques agricoles dans la Zone Prioritaire (ORE)	4	ZP	+++
RÉDUIRE **l'impact des activités en place sur les AAC**	**Engager des contrats d'objectifs individuels avec les agriculteurs de l'AAC et en priorité la ZP pour des évolutions concrètes des pratiques**	Accompagnement de l'agriculteur pour faire évoluer concrètement ses pratiques au travers d'une « boîte à outils"	5	AAC	+++
	Aménager le bassin versant de l'Aumède pour réduire les transferts	Supprimer les risques de pollutions ponctuelles par les produits phytosanitaires	6	AAC	++
		Aménagement de dispositifs tampons et épuratoires	7	AAC	+++
PILOTER **le programme pour une démarche efficace en vue d'une reconquête pérenne**	**Piloter, suivre et évaluer le programme d'actions**	Suivi de la qualité de l'eau du captage	8	AAC	+++
		Animation de la démarche, suivi et évaluation	9	AAC	+++

II.4 Description des actions

Chacune des actions est décrite dans les fiches ci-après.
Les informations suivantes sont précisées :

- N° et titre de l'action
- Objectif stratégique concerné
- Objectif opérationnel concerné
- Zonage

- Priorité de l'action (de + : « peu prioritaire » à +++ : « très prioritaire »)
- Description de l'action
- Dimensionnement financier de l'action sur 6 ans et financement potentiel (à confirmer en début d'année 2025 après validation du 12ième programme de l'AERMC)
- Estimation des besoins d'animation (en jours) par la CCVH sur 6 ans
- Indicateurs de résultats et de moyens

Le coût global du plan d'actions est estimé à 580 526 €HT sur 6 ans incluant le poste d'animation dont le besoin est estimé à 505 jours pour les 6 années.
Le principal poste de dépense est le volet foncier ; l'acquisition des 9,8 ha de la Zone Prioritaire est estimé à 236 406 € soit 41% du coût global du plan d'actions.
Si tout ou partie de ces surfaces ne peuvent être acquises, le coût sera reporté sur l'action 4 (Contractualisation des pratiques agricoles dans la Zone Prioritaire).

Tableau 4 : Bilan du coût des actions et des besoins d'animation

N° action	Intitulé action	TOTAL ANIMATION en jours 2025/2030	TOTAL Coûts externes en €HT 2025/2030	TOTAL Coûts animation en €HT 2025/2030
1	Projet de valorisation agricole des parcelles acquises sur le PPR	45	10 000	
2	Aménagement du site et Suivi du respect de la DUP du captage	30	En attente du coût des travaux d'aménagement	
3	Acquisitions foncières complémentaires dans la Zone Prioritaire - Mise en œuvre du droit de préemption «Préservation de la Ressource en Eau »	40	236 406	
4	Contractualisation des pratiques agricoles dans la Zone Prioritaire (ORE, MAE, PSE)	15	transfert de coûts de l'action 3	
5	Accompagnement de l'agriculteur pour faire évoluer concrètement ses pratiques au travers d'une « boîte à outils"	192	98 200	108320 (/505 jours)
6	Supprimer les risques des pollutions ponctuelles par les produits phytosanitaires	10	15 000	
7	Aménagement de dispositifs tampons et épuratoires	15	25 000	
8	Suivi de la qualité de l'eau du captage	6	62 600	
9	Animation de la démarche, suivi et évaluation	152	25 000	
		505 jours	**580 526 € HT**	

N° action	Intitulé action	2025	2026	2027	2028	2029	2030
1	Projet de valorisation agricole des parcelles acquises sur le PPR	10	10	5	8	7	5
2	Suivi du respect de la DUP du captage	5	5	5	5	5	5
3	Acquisitions foncières complémentaires dans la Zone Prioritaire - Mise en œuvre du droit de préemption « Préservation de la Ressource en Eau »	10	10	5	5	5	5
4	Contractualisation des pratiques agricoles dans la Zone Prioritaire (ORE, MAE, PSE)	0	0	0	5	5	5
5	Accompagnement de l'agriculteur pour faire évoluer concrètement ses pratiques au travers d'une « boîte à outils"	40	31	31	30	30	30
6	Supprimer les risques des pollutions ponctuelles par les produits phytosanitaires	4	4	0.5	0.5	0.5	0.5
7	Aménagement de dispositifs tampons et épuratoires	0	0	5	5	5	0
8	Suivi de la qualité de l'eau du captage	1	1	1	1	1	1
9	Animation de la démarche, suivi et évaluation	22	22	32	22	22	32
	Total Animation	**92**	**83**	**84.5**	**81.5**	**80.5**	**83.5**

II.5 Les fiches actions :

1. Projet de valorisation agricole des parcelles acquises sur le Périmètre de Protection Rapprochée par des productions à bas niveau d'impact
2. Suivi du respect de la DUP du captage
3. Acquisitions foncières complémentaires dans la Zone Prioritaire - Mise en œuvre du droit de préemption « Préservation de la Ressource en Eau »
4. Contractualisation des pratiques agricoles dans la Zone Prioritaire (ORE)
5. Accompagnement de l'agriculteur pour faire évoluer concrètement ses pratiques au travers d'une « boîte à outils"
6. Supprimer les risques de pollutions ponctuelles par les produits phytosanitaires
7. Aménagement de dispositifs tampons et épuratoires
8. Suivi de la qualité de l'eau du captage
9. Animation de la démarche, suivi et évaluation

Action 1 : Projet de valorisation agricole des parcelles acquises sur le Périmètre de Protection Rapprochée par des productions à bas niveau d'impact

Objectif stratégique :	ÉVITER les activités polluantes au plus proche des captages
Objectif opérationnel :	« Zéro » Phytosanitaire hors produits de biocontrôle et AB dans la Zone Prioritaire
Zonage :	PPR
Priorité :	+++

Description de l'action

La CCVH a acquis la totalité des surfaces agricoles du futur Périmètre de Protection Rapprochée. Le parcellaire représente près de 10 ha (cf. aperçu ci-contre) dont une partie est en vigne.
L'objectif est de le mettre en valeur avec un projet agricole compatible avec la protection de la ressource en eau.



Pour cela, il est nécessaire de :

- Etablir le potentiel de développement agricole sur la base d'une étude agro-pédologique et des filières présentes sur le territoire
- Définir un cahier des charges précisant les conditions d'exploitation, notamment l'absence d'utilisation de produits phytosanitaires hors produits de biocontrôle et AB.
- Traduire ces mesures dans un contrat-bail d'exploitation
- Trouver des porteurs de projets
- Suivre les projets et les pratiques agricoles

Le cahier des charges devra tenir compte *a minima* des prescriptions proposées dans l'avis de l'hydrogéologue du 6 février 2023 pour le Périmètre de Protection Rapprochée, dont les principales mesures pour le volet agricole sont :

- Interdiction de suppression des haies et des talus
- Stockage de produits phytosanitaires interdit
- **Pâturage extensif et élevages familiaux peuvent être admis** ; sont interdits les zones d'affouragement permanent ou tout équipement particulier susceptible de favoriser la concentration d'animaux (abreuvoir par exemple)
- L'épandage de fumiers, composts, engrais, produits phytosanitaires ne peut être réalisé que sur des surfaces agricoles régulièrement entretenues selon des modalités culturales limitant le plus possible leur utilisation, sans dégradation de la qualité et dans le respect de l'objectif d'atteinte du bon état des eaux captées.

En l'absence de porteur de projet agricole compatible avec les exigences de protection de la ressource, les terrains pourront être conduits en herbe ou en boisement par la collectivité ou servir de projet expérimental de démonstrations de pratiques agricoles favorables à la protection de la qualité de l'eau et au changement climatique.
Le service GEMAPI de la CCVH, assure la gestion des ripisylves selon le plan de gestion du fleuve Hérault.

Prestations et financement

	Année de réalisation	Coût total	Financement potentiel*	Coût maître d'ouvrage CCVH*
Etude technique pour définir le potentiel de développement agricole en lien avec les filières locales	2025	10 000	AERMC 70%*	3 000€
Définir un cahier des charges	2025	-	-	-
Lancer un appel à projet	2025-2026	-	-	-
Formaliser un contrat - bail	2025	-	-	-
Suivre les projets, veiller au respect du cahier des charges et du contrat	2025-2030	-	-	-
TOTAL		**10 000 €**		**3 000 €**

**dans l'attente des modalités du 12ème programme de l'Agence de l'EAU RMC*

Animation

	Besoin estimé (en jours)	Nombre de jours total sur 6 ans
Définir un cahier des charges	5 jours année 1	5
Lancer un appel à projet	5 jours année 1 et 2	10
Formaliser un contrat - bail	5 jours année 1	5
Suivre les projets, veiller au respect du cahier des charges et du contrat	5 jours par an après signature du contrat	25
TOTAL		**45 jours**

Indicateurs

Indicateur de résultats	Indicateur de moyens
- **Surface « 0 » Phytosanitaire hors produits de biocontrôle et AB dans le PPR**	- Réalisation de l'étude de potentiel de développement agricole - Nbre de contrats signés - Suivi et bilans des pratiques agricoles sur les parcelles

Action 2 : Aménagement du site et Suivi du respect de la DUP du captage

Objectif stratégique :	ÉVITER les activités polluantes au plus proche des captages
Objectif opérationnel :	« Zéro » Phytosanitaire hors produits de biocontrôle et AB dans la Zone Prioritaire
Zonage :	PPE
Priorité :	+++

Description de l'action

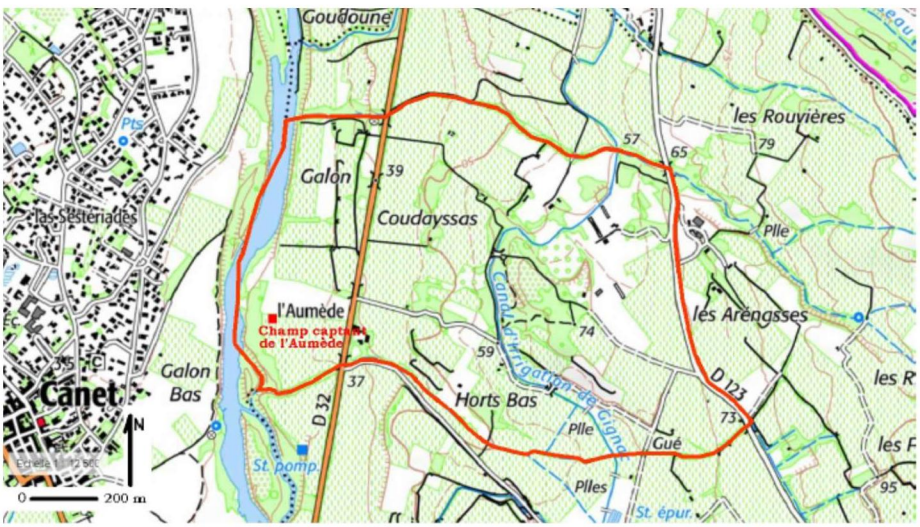
L'avis de l'hydrogéologue agréé, M.Perrissol, en date du 24/07/2024 prévoit des prescriptions associées aux 3 périmètres de protection.
Pour rappel, les parcelles de ces zonages sont la propriété de :

- Le Périmètre de Protection Immédiat est la propriété de la CCVH
- Les parcelles du Périmètre de Protection Rapprochée sont la propriété de la CCVH
- Les parcelles du Périmètre de Protection Eloignée ne sont pas sous maîtrise foncière publique.

L'action consiste donc principalement à informer les propriétaires et les services en charge de l'urbanisme et de l'aménagement, des prescriptions sur le Périmètre de Protection Eloignée et accompagner le respect des prescriptions lorsque la DUP sera validée.

Les prescriptions dans le Périmètre de Protection Eloignée visent essentiellement au respect de la réglementation et à la création de nouvelles activités, notamment celles soumises à une procédure préfectorale d'autorisation ou de déclaration. Les prescriptions concernent ainsi tout particulièrement :

- Dépôt d'ordures, détritus et déchets de toutes natures
- Exploitation ou remblaiement de carrières ou gravières
- Canalisation de transport d'eaux usées, hydrocarbures, produits chimiques…
- Stockage ou épandage de matières ou produits polluants ou toxiques, y compris eaux usées de toutes origines
- Création de plan d'eau
- Etablissement de cimetières
- Etablissement de campings
- Construction de bâtiments quel que soit leur usage
- Installation de stations d'épuration ou d'assainissements autonomes
- Stockage ou épandage de lisiers, fumiers, boues…



Délimitation du Périmètre de Protection Eloignée du champ captant de l'Aumède proposé par l'hydrogéologue agréé (avis du 24 juillet 2024)

Prestations et financement

	Année de réalisation	Coût total	Financement potentiel*	Coût maître d'ouvrage CCVH*
Travaux d'aménagement	2025	en attente de chiffrage		
1 visite de terrain sur toutes les parcelles du PPE une fois par an	2025-2030	-	-	-
TOTAL				

**dans l'attente des modalités du 12ème programme de l'Agence de l'EAU RMC*

Animation

	Besoin estimé (en jours)	Nombre de jours total sur 6 ans
1 visite de terrain sur toutes les parcelles du PPE une fois par an Rencontres avec les acteurs	5 jours par an	30
TOTAL		30 jours

Indicateurs

Indicateur de résultats	Indicateur de moyens
- Nbre de non-conformités observées	- Visite et bilan réalisés annuellement

Action 3 : Acquisitions foncières complémentaires dans la Zone Prioritaire - mise en œuvre du droit de préemption « Préservation de la Ressource en Eau »

Objectif stratégique :	ÉVITER les activités polluantes au plus proche des captages
Objectif opérationnel :	« Zéro » Phytosanitaire hors produits de biocontrôle et AB dans la Zone Prioritaire
Zonage :	Parcelles de la ZP, hors PPR déjà en propriété
Priorité :	+++

Description de l'action

Une **veille foncière** est actuellement en place avec l'appui du Conseil Départemental de l'Hérault, ce qui permet à la CCVH d'être informée de toute Déclaration d'Intention d'Aliéner.

Un **diagnostic foncier** permettra de compléter le travail réalisé en 2019 à l'échelle de la ZP et aboutira à une stratégie foncière à l'échelle de l'AAC.

En complément, un **travail de sensibilisation sera à conduire auprès de tous les propriétaires des parcelles de la Zone Prioritaire (5 concernés)** afin d'identifier leurs projets sur les parcelles en question et étudier la faisabilité d'une action foncière en fonction des opportunités.

La CCVH pourra poursuivre les **acquisitions foncières** au-delà du PPR au sein de la Zone Prioritaire (parcelles en vert sur la carte ci-jointe). La surface concernée représente **9,86 ha dont 9,47 ha de vigne.**
Le prix estimé par la SAFER pour les terres est de 9 000 €/ha et 23 000 €/ha pour les vignes.
Le **droit de préemption pour la préservation des ressources en eau** (décret du 10 septembre 2022) pourrait être mobilisé sur les parcelles de la Zone Prioritaire.
Le droit de préemption est un outil d'acquisition foncière qui permet de maitriser l'usage de la parcelle juste après acquisition ou bien à la fin du bail du preneur en place. Il s'agit d'un outil *a priori* mobilisé en dernier recours, lorsque la veille foncière et les procédures amiables n'ont pu aboutir.
C'est la personne publique compétente pour contribuer à la protection des ressources en eau qui, si elle le souhaite, prend l'initiative de demander l'instauration de ce droit de préemption au préfet du département sur lequel se situent les surfaces agricoles concernées. Ce dernier statut sur la demande dans un délai qui peut s'étendre jusqu'à 18 mois au maximum si le dossier était incomplet.
Un dossier de demande d'instauration du droit de préemption est à transmettre au préfet. Il comporte :

- La délibération de l'organe délibérant de la commune ou du groupement de collectivités territoriales sollicitant l'instauration du droit de préemption ;
- Le plan présentant le périmètre du territoire sur lequel est sollicité l'instauration du droit de préemption, qui peut correspondre à tout ou partie de l'aire d'alimentation de captage ;
- L'étude hydrogéologique relative à l'aire d'alimentation de captage ;
- Une note présentant le contexte territorial et les mesures déjà mises en œuvre pour préserver la ressource en eau, en particulier les démarches d'animation et leur historique, ainsi que les actions réalisées, dans le cadre d'un ou plusieurs plan(s) d'actions et le bilan qui peut en être fait ;
- « Un argumentaire précisant les motifs qui conduisent à solliciter l'instauration du droit de préemption et justifiant le choix du périmètre », étant entendu que ce droit de préemption porte uniquement sur l'objectif de préservation de la ressource en eau et ne peut s'étendre à d'autres motifs.

Les parcelles acquises devront trouver un usage compatible avec les objectifs de protection de la ressource en eau (voir action 1).



Pour faciliter la maitrise foncière des parcelles de la Zone Prioritaire, la constitution d'une réserve foncière est souhaitable. Elle pourra se faire via la veille foncière mais aussi en valorisant les biens vacants. En effet, la SAFER estime que 15 à 25 ha sont vacants sur la commune. Il y aurait l'opportunité de créer une réserve foncière pour permettre de relocaliser les parcelles exploitées aujourd'hui en conventionnel et situées dans la Zone Prioritaire. **L'étude de repérage plus précise des biens vacants et sans maître** potentiel sera réalisée par la CCVH dans le cadre de l'élaboration du Programme Alimentaire Territorial et viendra compléter **le diagnostic foncier**.

Prestations et financement

	Année de réalisation	Coût total	Financement potentiel*	Coût maître d'ouvrage CCVH*
Veille foncière (via CD34)	2025-2030			
Démarchage individuel des 5 propriétaires de la Zone Prioritaire	2025			
Etude des biens vacants réalisée dans le cadre du PAT de la CCVH	2025			
Diagnostic foncier à l'échelle de l'AAC	2025	15 000€	AERMC : 70%*	4 500€
Dossier de demande d'instauration du droit de préemption incluant une délibération de la collectivité	2025			
Acquisition de 9,9 ha	2025-2030	221 406€	AERMC : 70%*	66 422€
TOTAL		**236 406€**	-	**70 922€**

**dans l'attente des modalités du 12ème programme de l'Agence de l'EAU RMC*

Animation

	Besoin estimé (en jours)	Nombre de jours total sur 6 ans
Veille foncière (via CD34)	2 jours par an	12
Démarchage individuel des 5 propriétaires de la Zone Prioritaire	2 jours en année 1	2
Etude des biens vacants et diagnostic foncier	5 jours de suivi de l'étude + recherche de données	5
Lien avec les services CCVH en charge du PAT pour coordonner les démarches	1 jour / an	6
Dossier de demande d'instauration du droit de préemption incluant une délibération de la collectivité	5 jours	5
Acquisition de 9,9 ha	2 jours par dossier	10
TOTAL	-	**40 jours**

Indicateurs

Indicateur de résultats	Indicateur de moyens
- **Surface de la Zone Prioritaire en maîtrise foncière** - **Surface « 0 » Phytosanitaire hors produits de biocontrôle et AB dans la ZP**	- Etude des biens vacants réalisée - Diagnostic foncier réalisé et rédaction de la stratégie foncière - Nombre de propriétaires démarchés

Action 4 : Contractualisation des pratiques agricoles dans la Zone Prioritaire (ORE)

Objectif stratégique :	ÉVITER les activités polluantes au plus proche des captages
Objectif opérationnel :	« Zéro » Phytosanitaire hors produits de biocontrôle et AB dans la Zone Prioritaire
Zonage :	Zone Prioritaire
Priorité :	+++

Description de l'action

L'Obligation Réelle Environnementale (ORE) est un contrat établi en forme authentique (établi par un notaire) librement consenti entre le propriétaire d'un bien et le cocontractant (collectivité publique, établissement public…).
Elle permet à tout propriétaire d'un bien immobilier de mettre en place, s'il le souhaite, une protection environnementale attachée à tout ou partie de ce bien : maintien, conservation, gestion ou restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques.
Un contrat ORE donne lieu obligatoirement à une contrepartie de la part du cocontractant. Cette contrepartie peut être une assistante technique, l'apport d'une expertise, une indemnité financière ou en nature (par exemple pour compenser un éventuel manque à gagner ou la réalisation d'un investissement par le propriétaire), etc.
La durée du contrat peut atteindre 99 ans.
La nature et le niveau des engagements pris sont libres, afin de permettre aux deux parties de s'accorder sur ce qu'elles entendent faire. Ces engagements doivent être réels c'est-à-dire ni dérisoires, ni illusoires.

Ainsi, **en cas d'échec sur l'acquisition des parcelles de la Zone Prioritaire**, le recours à une ORE interdisant par exemple le recours à l'usage des herbicides ou l'obligation de n'utiliser que des produits phytosanitaires de biocontrôle ou AB pourrait être envisagée. Le temps et le budget prévus pour l'acquisition dans la fiche action précédente seraient alors reportés sur cette action.
Le montant de l'indemnité sera basé sur la simulation technico-économique d'un passage en 0 herbicide (cf. action 5).

Prestations et financement

	Année Réalisation	Coût total	Financement potentiel*	Coût maître d'ouvrage CCVH*
Démarchage individuel des 5 propriétaires de la Zone Prioritaire	2025	-	-	-
Simulation technico-économique du passage en 0 herbicide	cf. action 5			
Indemnisation ORE	Montant à définir par l'étude technico-économique d'un passage en 0 herbicide, coût venant le cas échéant en alternative à l'acquisition de la parcelle budgétisée dans la fiche action 3			
TOTAL	-	-	-	-

**dans l'attente des modalités du 12ème programme de l'Agence de l'EAU RMC*

Animation

	Besoin estimé (en jours)	Nombre de jours total sur 6 ans
Démarchage individuel des 5 propriétaires de la Zone Prioritaire	cf. action 3	
Simulation technico-économique du passage en 0 herbicide	cf. action 5	
Indemnisation ORE : Définition du cadre, du contrat, concertation et mise en œuvre	15	15
TOTAL	**15 jours**	**15 jours**

Indicateurs

Indicateur de résultats	Indicateur de moyens
- **Surface de la Zone Prioritaire avec un contrat ORE « 0 herbicide »** - **Surface « 0 » Phytosanitaire hors produits de biocontrôle dans la ZP**	- Nombre de propriétaire démarchés - Rédaction d'une ORE

Action 5 : Accompagnement de l'agriculteur pour faire évoluer concrètement ses pratiques au travers d'une « boîte à outils"

Objectif stratégique :	RÉDUIRE l'impact des activités en place sur les AAC
Objectif opérationnel :	Engager des contrats d'objectifs individuels avec les agriculteurs de l'AAC et en priorité la ZP pour des évolutions concrètes des pratiques
Zonage :	AAC
Priorité :	+++

Description de l'action

Cette action s'adresse à tous les autres agriculteurs de l'AAC.
Elle vise à proposer différents types d'accompagnement aux agriculteurs afin de leur permettre de tendre vers le 0 herbicide sur les parcelles de l'AAC.
Les **agriculteurs seront invités à s'engager dans un contrat d'objectif** qui permettra de définir des objectifs à atteindre en matière de réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires de synthèse en fonction de chaque situation. Ce contrat permettra de suivre et mesurer dans le temps l'évolution des pratiques.

Les moyens d'accompagnement proposés seront :

- Réalisation d'une **simulation technico-économique d'un passage en 0 herbicide** pour 10 exploitations de l'AAC. L'objectif est de pouvoir évaluer les conséquences économiques, organisationnelles et matérielles d'un passage en 0 herbicide au regard des pratiques et de l'équipement actuel de l'exploitation et de proposer des solutions.

- Un groupe d'agriculteur est déjà constitué « **groupe viticulture durable** ». Il est nécessaire de poursuivre son animation afin d'accompagner les viticulteurs volontaires dans la mise en œuvre d'une stratégie phytosanitaire économe en intrants.

- Organisation d'une **journée annuelle captage** permettant de faire un bilan de la démarche captage (suivi qualité eau, actions réalisées, actions prévues…) et d'aborder des sujets techniques en lien avec la qualité de l'eau (vie du sol, couverts, gestion des adventices…). Des interventions d'experts, des démonstrations ou des visites pourront être organisées dans ce cadre.

- Organisation de journée de **formation/sensibilisation** notamment sur les **biocontrôles** et la **qualité des traitements**.

- **Suivi des pratiques phytosanitaires sur les parcelles de l'AAC** : les agriculteurs communiqueront chaque année les pratiques phytosanitaires réalisées sur les parcelles de l'AAC (molécules utilisées, doses, dates d'application…) afin de faire le lien avec la qualité de l'eau.

- **Mobilisation des dispositifs financiers** : le matériel alternatif aux produits phytosanitaires peut être finançable par des dispositifs. Il s'agira de faire la promotion des dispositifs et d'accompagner les exploitants volontaires dans le montage des dossiers.
  De plus, en fonction des futurs dispositifs qui pourront être proposés, il faudra possiblement définir un nouveau projet de territoire afin de proposer un accompagnement financier aux viticulteurs qui souhaitent réduire l'utilisation des produits phytosanitaires (MAEC, PSE…).

Prestations et financement

	Année Réalisation	Coût total	Financement potentiel*	Coût maître d'ouvrage CCVH*
Simulation technico-économique du passage en 0 herbicide sur 10 exploitations - coût unitaire : 1120 €	2025-2027	11 200 €	AERMC : 70%*	2 100 €
Animation et suivi d'un groupe technique viticulture durable (15 jours / an)	2025-2030	60 000€	AERMC : 70%*	18 000
Organisation d'un évènement technique annuel	2025-2030	12 000 €	AERMC : 70%*	3 600 €
Journée de formation/sensibilisation	2025-2030	15 000 €	AERMC : 70%*	4500 €
Suivi annuel des pratiques	2025-2030	0		0
Mobilisation des dispositifs financiers	*A définir*			
Signature des contrats d'objectifs avec les 10 principales exploitations de l'AAC				
TOTAL		**98 200 €**		**24 960 €**

*dans l'attente des modalités du 12ème programme de l'Agence de l'EAU RMC

Animation

	Besoin estimé (en jours)	Nombre de jours total sur 6 ans
Simulation technico-économique du passage en 0 herbicide sur 10 exploitations	10 jours de suivi / an	60
Animation d'un groupe technique viticulture durable	5 jours / an	30
Organisation d'un évènement technique annuel	3 jours par évènement	18
Journée de formation/sensibilisation	4 jours par an	24
Suivi annuel des pratiques	10 jours par an	60
Mobilisation des dispositifs financiers	*A définir*	A définir
TOTAL	-	**192 jours**

Indicateurs

Indicateur de résultats	Indicateur de moyens
- **Baisse des IFT Herbicide sur les parcelles suivies de l'AAC** - **Surface en 0 herbicide sur les parcelles suivies de l'AAC**	- Nbre de simulations technico-économique 0 herbicide réalisées - Nbre de viticulteurs adhérents au groupe viticulture durable - Nbre d'évènements techniques et formation / nbre de participants - Pourcentage de la surface agricole avec suivi des pratiques

Action 6 : Supprimer les risques de pollutions ponctuelles par les produits phytosanitaires

Objectif stratégique :	RÉDUIRE l'impact des activités en place sur les AAC
Objectif opérationnel :	Aménager le bassin versant de l'Aumède pour réduire les transferts
Zonage :	AAC
Priorité :	++

Description de l'action

Le point de remplissage communal financé dans le cadre du précédent programme d'actions présente des dysfonctionnements majeurs, le matériel est détérioré et l'usage initial est détourné. Ce point connecté au réseau hydrographique n'est plus sécurisé et présente des risques.



Photos de la potence communale (crédits photos Elodie Roger ; février 2024)

Si les agriculteurs ne peuvent plus utiliser ce point de remplissage, ils risquent de remplir leur pulvérisateur dans des conditions pas nécessairement sécurisées.
Une concertation avec les agriculteurs de la commune permettra de valider l'intérêt et les modalités d'usage de la station. Par la suite, si le besoin est confirmé, une remise à niveau de l'outil, une restriction d'usage aux professionnels agricoles uniquement accompagné d'une formation sera nécessaire.
Il s'agit d'une sensibilisation au fonctionnement de l'outil et plus largement à la gestion du remplissage, du rinçage et du lavage des pulvérisateurs (communication dans les supports écrits, présentation lors de la journée technique annuelle…).

Dimensionnement et financement

	Année de réalisation	Coût total	Financement potentiel	Coût maître d'ouvrage Commune Le Pouget
Remise en état du point de remplissage	2025	15 000 €	-	15 000€
Sensibilisation aux bonnes pratiques de remplissage / lavage	0	0	-	
TOTAL	-	**15 000€**	-	***15 000€***

Animation

	Besoin estimé (en jours)	Nombre de jours total sur 6 ans
Concertation avec la commune et les agriculteurs de la commune sur l'intérêt de conserver l'ouvrage et définir les modalités d'utilisation	5	5
Remise en état du point de remplissage	Suivi dossier : 2 jours	2
Sensibilisation aux bonnes pratiques de remplissage / lavage	0.5 jour/an	3
TOTAL	-	10 jours

Indicateurs

Indicateur de résultats	Indicateur de moyens
- Nbre de viticulteurs de l'AAC utilisant une installation de remplissage aux normes	- Potence communale en état de fonctionnement

Action 7 : Aménagement de dispositifs tampons et épuratoires

Objectif stratégique :	RÉDUIRE l'impact des activités en place sur les AAC
Objectif opérationnel :	Aménager le bassin versant de l'Aumède pour réduire les transferts
Zonage :	AAC
Priorité :	+++

Description de l'action

La limitation des pollutions diffuses sur les ressources en eau passe par une limitation de la pression mais également par une limitation des transferts, notamment lorsque des mécanismes d'écoulements de surface sont mis en jeu.
Pour cela, des aménagements hydrauliques doux (haies, bandes enherbées, fascines, talus, zones tampons humides artificielles…) positionnés à des endroits stratégiques peuvent jouer un rôle très efficace dans la réduction des pollutions diffuses.

L'EPTB du fleuve Hérault réalise une étude de sensibilité aux écoulements de surface à l'échelle du bassin versant ; les résultats seront connus courant 2025. Cette première approche permettra d'appréhender la sensibilité globale de l'AAC au ruissellement.
Une analyse plus fine, à l'échelle parcellaire, devra être réalisée sur l'AAC ; ce type de démarche s'appuie sur des observations parcellaires des cheminements de l'eau et de tous les éléments paysagers pouvant impacter le ruissellement (pente, talus, fossés, bandes enherbées, haies, ravines…) ainsi que de l'efficacité des aménagements présents (la bande enherbée est-elle suffisamment large par rapport à la pente et la longueur de pente ? est-elle continue ?...).
En synthèse, une liste des aménagements à réaliser ainsi que leur localisation sera proposée.

Dans la seconde partie du plan d'action, la CCVH pourra alors proposer un accompagnement individuel technique et financier des agriculteurs intéressés par un projet d'aménagement sur leurs parcelles (accompagnement à réaliser suite à l'étude des écoulements parcellaires). Pour information, le coût de plantation d'une haie (fournitures et travaux) varie de 10 à 20 € du mètre linéaire. L'aménagement d'une zone tampon humide artificielle est estimée entre 6 500 et 8 000€.

La démarche sera menée sur l'ensemble de l'AAC mais la Zone Prioritaire pourra constituer une zone « test » pour la réalisation des aménagements parcellaires.

Dimensionnement et financement

	Année de réalisation	Coût total	Financement potentiel*	Coût maître d'ouvrage CCVH*
Diagnostic parcellaire ruissellement (inventaire sur 308 ha, rapport avec préconisations et propositions d'aménagements, 2 COPIL, 1 réunion agricole)	2026	25 000€	AERMC : 70%*	7 500€
Réalisation des aménagements d'hydraulique douce	*A définir après le diagnostic parcellaire*			
TOTAL	-	**25 000€**	-	***7 500€***

**dans l'attente des modalités du 12ème programme de l'Agence de l'EAU RMC*

Animation

	Besoin estimé (en jours)	Nombre de jours total sur 6 ans
Diagnostic parcellaire ruissellement (inventaire sur 308 ha, rapport avec préconisations, 2 COPIL, 1 réunion agricole)	15 jours de suivi	15
Réalisation des aménagements d'hydraulique douce	*A définir après le diagnostic parcellaire*	
TOTAL	-	**15 jours**

Indicateurs

Indicateur de résultats	Indicateur de moyens
- **Surface de parcelles à risque identifiées**	- Etude diagnostic parcellaire réalisée

Action 8 : Suivi de la qualité de l'eau du captage

Objectif stratégique :	PILOTER le programme pour une démarche efficace en vue d'une reconquête pérenne
Objectif opérationnel :	Piloter, suivre et évaluer le programme d'actions
Zonage :	AAC
Priorité :	+++

Description de l'action

Un suivi de la qualité de l'eau brute est indispensable pour mesurer l'évolution de la qualité de l'eau sur le captage, mais aussi pour évaluer les effets du plan d'actions.
Cette action consiste à réaliser 4 analyses par an (mars, juin, septembre et décembre).
2 analyses seront également réalisées sur l'Aumède à proximité du captage afin d'évaluer l'impact potentiel du cours d'eau sur le transfert de pesticides. Selon les conditions hydrologiques de l'année, une analyse sera réalisée lors des premières pluies d'automne et la seconde au printemps après les désherbages.

L'Hérault et sa nappe alluviale contribuant entre 40% à 80% à l'alimentation du captage, il est important de suivre sa qualité en réalisant une synthèse des données disponibles des points de mesures en amont du captage.
L'EPTB FH va lancer la mise à jour de l'étude Pression Phytosanitaire de 2014. Les données existantes, issues des différents suivis en place (AE, CD, ARS...) seront synthétisées et expertisées de façon à mettre à jour les connaissances à l'échelle du bassin versant du fleuve Hérault, et identifier les secteurs prioritaires. Une attention particulière concernant les zones de captage ou les zones de sauvegarde pour le futur pourra être demandée dans le futur cahier des charges de cette étude notamment par rapport à la qualité du fleuve Hérault.

Dimensionnement et financement

	Année Réalisation	Coût total	Financement potentiel*	Coût maître d'ouvrage CCVH*
Etude des transferts accidentels de polluants à partir du Fleuve Hérault en amont du captage	2026	50 000	AERMC : 70%*	
4 analyses par an sur le forage de l'Aumède - coût unitaire : 350€	2025-2030	8 400 €	AERMC : 100%*	0€
2 analyses par an sur l'Aumède - coût unitaire : 350€	2025-2030	4 200 €	AERMC : 70%*	1 260 €
Suivi qualité Fleuve Hérault	*EPTB*			
TOTAL		**62 600€**	-	***1 260€***

**dans l'attente des modalités du 12ème programme de l'Agence de l'EAU RMC*

Animation

	Besoin estimé (en jours)	Nombre de jours total sur 6 ans
4 analyses par an sur le forage de l'Aumède	Suivi et interprétation des résultats : 1 jour / an	6
2 analyses par an sur l'Aumède		
Suivi qualité du fleuve Hérault	*EPTB*	
TOTAL	-	6 jours

Indicateurs

Indicateur de résultats	Indicateur de moyens
- Absence de dépassement de la qualité sur le paramètre pesticide - Liste des molécules quantifiées - Liste des molécules avec dépassement	- Nbre d'analyses réalisées sur le forage et sur l'Aumède

Action 9 : Animation de la démarche, suivi et évaluation

Objectif stratégique :	PILOTER le programme pour une démarche efficace en vue d'une reconquête pérenne
Objectif opérationnel :	Piloter, suivre et évaluer le programme d'actions
Zonage :	AAC
Priorité :	+++

Description de l'action

La mise en œuvre d'un plan d'actions nécessite des moyens humains pour animer, suivre et rendre compte des actions engagées.
Chaque action a fait l'objet d'un dimensionnement du nombre de jours nécessaire pour sa mise en œuvre.

En plus de la mise en œuvre de chaque action, l'animateur de la démarche sera chargé d'assurer le pilotage et le suivi du plan d'actions. Concrètement cela nécessitera la tenue d'un **tableau de bord** avec les données nécessaires au suivi des indicateurs définis, la réalisation d'un **bilan annuel** qui sera présenté au **comité de pilotage**. En fin de programmation, **une évaluation** plus complète **du plan d'actions** pourra être réalisée par un prestataire avec l'appui de l'animateur.

Il s'agira également de communiquer sur les actions et actualités de la démarche à travers l'animation d'une réunion publique annuelle ouverte à la population et la rédaction d'articles pour les supports de communication de la commune du Pouget et de la CCVH.

Une partie du temps sera également consacrée chaque année à des tâches administratives et de la formation.

Dimensionnement et financement

	Année Réalisation	Coût total	Financement potentiel*	Coût maître d'ouvrage CCVH*
Tenir à jour un tableau de bord	-	-	-	-
Réaliser un bilan annuel	-	-	-	-
Organiser un COPIL annuel	-	-	-	-
Participation au réseau régional des animateurs, réunions avec des partenaires…	-	-	-	-
Evaluation du plan d'action en fin de programmation (marché, suivi étude…)	2030	25 000€	AERMC : 70%	7 500€
Communication / Formation				
Poste d'animateur captage (505 jours sur 6 ans)	2025-2030	108 320€	AERMC : 70%	32 496€
TOTAL		**133 320€**		**39 996€**

**dans l'attente des modalités du 12ème programme de l'Agence de l'EAU RMC*

Animation

	Besoin estimé (en jours)	Nombre de jours total sur 6 ans
Tenir à jour un tableau de bord	5 jours par an	30
Réaliser un bilan annuel	5 jours par an	30
Organiser un COPIL annuel	2 jours par an	12
Participation au réseau régional des animateurs, réunions avec des partenaires…	5 jours par an	30
Evaluation du plan d'action en fin de programmation (marché, suivi étude…)	10 jours en année 3 et 6	*20*
Communication / Formation	5 jours par an	*30*
TOTAL	-	**152 jours**

Indicateurs

Indicateur de résultats	Indicateur de moyens
-	- Nbre de jours d'animation passés annuellement sur la démarche - Présence d'un bilan annuel - Tenue d'un COPIL annuel - Evaluation de la programmation réalisée en année 3 et 6